

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## «La Route de la soie 2018 – de nouvelles voies ouvertes au commerce»

Conférence internationale du 25 juillet 2018 à Nuremberg

par Nils Opel, Nuremberg

Le 25 juillet 2018 a eu lieu au Centre des Foires et Salons de Nuremberg le congrès d'un jour «La Route de la Soie 2018 – de nouvelles voies ouvertes au commerce». L'organisateur en était le «Groupe Foire de Nuremberg», soutenu par le Ministère bavarois de l'économie, de l'énergie et de la technologie et les Chambres de commerce et d'industrie de Bavière.

Les membres du «NürnbergMesse Group» [Groupe Foire de Nuremberg], l'une des grandes sociétés mondiales de foires et salons, sont pour juste 50% la ville de Nuremberg et le Land de Bavière, ainsi que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nuremberg (IHK/CCI) et les Chambres de commerce de Moyenne-Franconie pour chacune environ 0,03%. Avec 51 représentations, le *Groupe Foire de Nuremberg* est actif dans 116 pays dans le monde entier. Il a 7 filiales aux Etats-Unis, en Chine, en Inde, au Brésil, en Italie et en Autriche.

### Orientation sur l'Asie et l'Amérique latine

Le programme 2018 de la foire internationale met en évidence l'orientation du commerce extérieur sur l'Asie et l'Amérique du Sud. 31 événements à Nuremberg, 14 en Inde, 10 au Brésil, 8 en Chine, 2 en Thaïlande et un respectivement en Italie, en Russie et aux Etats-Unis.

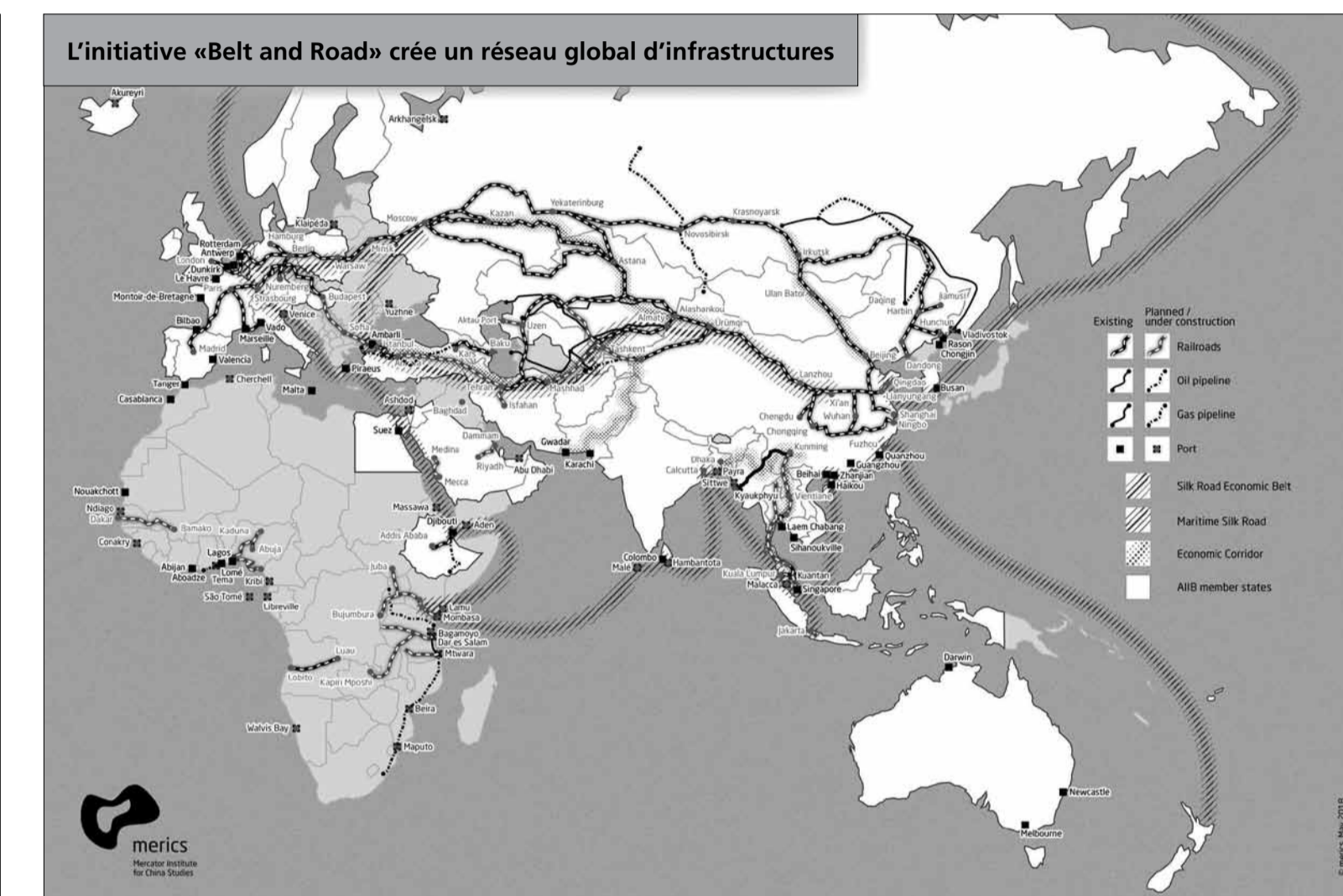
Le Land de Bavière, coorganisateur, maintient 28 représentations à l'étranger dans le monde entier. En juillet 2018 s'est ouverte la troisième représentation bavaroise en Chine, à Chengdu, ville de Chine centrale, les deux précédentes se trouvant à Shandong et Shenzhen. En 2017, la République populaire de Chine était le second partenaire commercial de la Bavière par ordre d'importance. D'après les derniers chiffres, la Chine deviendra en 2018 le plus important partenaire commercial de la Bavière, ainsi que l'a déclaré le ministre bavarois de l'Economie, *Franz Josef Pschierer* dans son discours d'ouverture du congrès.

Nuremberg et Shenzhen, ville du sud de la Chine, sont jumelées depuis 1997. Chaque semaine, depuis 2015 un transport ferroviaire intermodal de 54 containers fait la navette entre Nuremberg et Chengdu. De bonnes raisons pour choisir Nuremberg comme lieu privilégié pour organiser en Allemagne le premier congrès – point de rencontre d'environ 250 visiteurs – ayant trait au projet de «Nouvelle route de la soie».

En Asie, ce projet suscite énormément d'intérêt. C'est ainsi que depuis 3 ans se tient à Hongkong un congrès annuel qui a attiré en juin dernier 5000 visiteurs. La Chambre de commerce et d'industrie de Nuremberg, représentant toutes les chambres de commerce et d'industrie allemandes, est régulièrement présente au congrès de Hongkong.

### Le projet «Nouvelle route de la soie»

Le projet «Nouvelle route de la soie» a été présenté sous le nom de «One Belt, One Road» en septembre 2013 par le président de la République de Chine *Xi Jinping* lors de sa visite au Kazakhstan (point principal Belt) et quelques mois plus tard à Djakarta (point principal Road). «Belt» désigne la «ceinture» qui relie la Chine à l'Europe par voie terrestre. On y trouve l'itinéraire ferroviaire nord par le Kazakhstan et la Russie ainsi que l'itinéraire sud en construction par l'Asie centrale, la Turquie et les Balkans occidentaux. A présent, on trouve déjà des gares d'arrivée dans 40 villes de 14 Etats européens. Depuis



Cette carte illustre le réseau mondiale des projets d'infrastructures (chemins de fer, oléoducs, gazoducs, ports, etc.) existants, planifiés ou en construction de la «Nouvelle Route de la soie» («The Belt and Road initiative») à terre ou en mer. (Infographie: <https://www.merics.org/de/bri-tracker/mapping-the-belt-and-road-initiative>)

2008, il y a déjà eu 8000 trajets de trains de marchandises. Le terme «Road» désigne la voie maritime depuis la côte orientale de la Chine par l'océan Indien et la mer Rouge en direction de l'Europe de Sud. Entre temps, l'appellation «Belt-and-Road-Initiative» a été raccourcie en BRI. Le gouvernement chinois voudrait construire un réseau d'infrastructure intercontinental entre la Chine et l'Europe, l'Afrique, le Proche Orient, l'Asie du Sud, l'Asie centrale et le Sud-Est asiatique. La région inclut 90 Etats et 70% de la population mondiale. Des espaces économiques devraient être reliés et se développer et les régions structurellement faibles devraient en sortir renforcées financièrement. Jusqu'à présent, 900 projets ont été initiés pour un investissement planifié de 900 milliards de dollars.

### Une route de la coopération ...

Puisque la *Banque mondiale* et l'*Asia Development Bank* (ADB) ne seront guère en mesure de couvrir ces besoins financiers, selon Mme *Jingqiu Mao*, Consule générale de la République populaire de Chine à Munich, l'*Asia Infrastructure Investment Bank* (AIIB) a été fondée en 2015 à l'initiative de la Chine. Madame Mao a expliqué en détail la «Belt-and-Road-Initiative» dans son discours d'inauguration du congrès. Elle a souligné que l'initiative n'est en aucun cas un instrument stratégique au service de la géopolitique chinoise. La «Nouvelle route de la soie» ne serait donc pas la voie privée d'une partie en particulier, mais une large voie construite par tous et qui doit profiter à tous. Elle s'est catégoriquement prononcée en faveur du libre-échange et de la globalisation, soulignant cependant aussi les bénéfices pour l'économie réelle: la «Nouvelle route de la soie» serait une voie de coopérations amenant un sang nouveau à l'économie. La construction de l'infrastructure doit correspondre à la demande réelle.

### ... et de l'ouverture de la Chine

En raison des tendances protectionnistes croissantes à l'intérieur du commerce mondial et des turbulences économiques, une collaboration plus étendue, plus profonde et de meilleure qualité devient nécessaire. On ne peut plus revenir à l'époque de l'isolation mutuelle. La «Nouvelle route de la soie» est un produit de l'ouverture et de la coopération au temps de la mondialisation. La Chine est un participant responsable et contribue à la construction du système international existant. Mme Mao est revenue sur l'importance du projet tant pour l'Allemagne que pour la Chine qui se trouvent aux deux extrémités de la Route de la soie: «Si les deux pays peuvent explorer en commun les possibilités des nouveaux champs et des espaces de coopération de la «Nouvelle Route de la soie» cela sera certainement porteur – pour les peuples de ces deux pays ainsi que pour les pays et leurs populations tout au long de la Route de la soie – de grands profits économiques et d'avantages concrets.»

### Un énorme potentiel de croissance

Le professeur *Gabriel Felbermayr*, directeur de l'*ifo-Zentrum für Aussenwirtschaft* à l'*ifo Institut für Wirtschaftsforschung* de Munich, a cité de nombreuses données économiques. L'Eurasie est un grand continent de 4,8 milliards de consommateurs, 92 pays et détenant 60% du produit économique mondial, avec des oasis économiques aux bords qui se seraient adaptés. En 2018, le revenu individuel par habitant est de 28 000 euros à Nuremberg et de 21 000 euros à Shanghai. Il s'agit de l'espace eurasiatique, ouvert au développement économique. En 2017, le commerce eurasiatique (ici: le volume du commerce de biens de consommation) entre l'UE et la «Greater China» (Chine, Macao, Hongkong et Taïwan) s'est élevé à 772 milliards d'euros, correspondant à peu près au volume des échanges commer-

ciaux entre l'UE et les pays de la Nafta (USA, Canada, Mexique). Les prévisions du potentiel de croissance au cours des 10 prochaines années seraient de 80% (UE et Greater China), en cela trois fois plus élevé que le potentiel de croissance avec les pays d'outre-Atlantique.

On s'attend à ce que dans la première moitié du siècle, les trois quarts de la future croissance mondiale aient lieu en Eurasie. L'avenir se passera en Eurasie et non dans l'économie nationale transatlantique. Au cours du dernier millénaire, la part de la Chine et de l'Inde dans la production mondiale était respectivement de 25%. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine a amorcé une forte décroissance, simultanément à la montée en puissance de l'Occident, des Etats du G-7 d'aujourd'hui (USA, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Japon).

Dans les 40 dernières années, on est parvenu à un statut rendant justice à la taille de la Chine. L'OCDE estime que, jusqu'en 2045, la part de la Chine dans le produit mondial brut s'élèvera jusqu'à 25%. (4% en 1990!). Un processus jusqu'alors inégalé dans l'histoire économique. Le changement est tout juste en train de s'accomplir (en 2018, l'UE, les Etats-Unis et la Chine se trouvent à égalité avec environ 20% chacun) et ce serait la raison pour laquelle *Donald Trump* voit l'adversaire stratégique avant tout en Chine.

### «L'avenir appartient aux Asiatiques»

L'avenir appartient aux Asiatiques, et l'Amérique du Nord doit abandonner le contrôle de l'économie mondiale. Selon l'estimation ADB, les investissements nécessaires au projet BRI seraient de 8 billions de dollars (2010–2020). Cela représente deux fois le PIB de la République fédérale d'Allemagne. Cependant, le président Xi ne parle que d'1 billion.

## «La Route de la soie 2018 ...»

suite de la page 1

Jusqu'à maintenant, 340 milliards de dollars auraient été dépensés (2014–2017). La Serbie a par exemple reçu 4,9 milliards de dollars, la Grèce 3,6 milliards, le Pakistan 60 milliards. Les investissements de la Chine dans le monde sont à peu près aussi élevés que les investissements de l'étranger en Chine (8 à 9% du flux des investissements dans le monde, environ 150 milliards de dollars des investissements directs étrangers par an).

### La Chine est le plus important partenaire commercial de l'Allemagne

Le vecteur des investissements et de la collaboration avec l'Europe serait l'*Asia Infrastructure Investment Bank* (AIIB), fondée en 2015, et au sein de laquelle il n'y aurait pas de dominance chinoise. Depuis 2017, la Chine serait le plus important partenaire commercial de l'Allemagne (en 2017, le volume des échanges commerciaux s'élevait à 187 milliards d'euros), et l'écart avec les autres partenaires commerciaux devrait encore se creuser. Les coûts de transport seraient à la hauteur de 9 à 13 milliards d'euros par an (5 à 7% du volume commercial). Chaque pourcentage de baisse des coûts de transport génèrerait 3 à 4% d'échanges commerciaux supplémentaires. Les économies réalisées par la Route de la soie pourraient générer un volume commercial supplémentaire de 23 milliards d'euros, ou 200 milliards d'euros sur les échanges Chine-UE. Désormais, les coûts de transport sont des barrières commerciales plus importantes que les droits de douane. Mais il ne s'agit pas seulement du commerce entre les agglomérations urbaines mais aussi de la mise en valeur de l'espace eurasiatique. Il s'agit aussi d'investir des excédents commerciaux de manière profitable et pas seulement dans des emprunts d'Etat américains. «Quittons les emprunts d'Etat américains, favorisons les investissements réels», en Allemagne aussi, cette formule a du sens. L'ascension de la Chine est réelle, l'Europe a besoin d'une stratégie eurasiatique et devrait accepter les réalités, chercher et conclure des compromis et réaliser des opportunités.

### Le rôle central de l'AIIB, Asia Infrastructure Investment Bank

Au cours de la suite du congrès *Nikolai Putsch* est fait la présentation de l'AIIB. Putsch est, au sein du conseil d'administration de l'AIIB, directeur du développement de l'alignement stratégique ainsi que de l'analyse des fonctions de contrôle et d'orientation (auparavant, il a entre autres travaillé au FMI). La Chine a proposé que tous les pays puissent participer au BRI mais aussi de développer une banque destinée à l'Asie et à d'autres parties du monde. L'AIIB est une institution légalement indépendante, comptant 86 pays membres.

L'Allemagne ne perçoit pas, contrairement à ce qui se passe avec la banque de développement des BRICS, de structures parallèles dans l'AIIB. Le but du gouvernement fédéral serait de conserver la structure financière internationale en y incluant la participation de la Chine. Il ne doit y avoir de dégradation des normes environnementales et sociales définies par exemple par la Banque mondiale, l'*Asian Development Bank* et l'*African Development Bank*. L'Allemagne met à disposition de considérables ressources pour la représentation des intérêts de l'Allemagne et de l'Union européenne dans l'AIIB. Il y a à la banque une discussion très ouverte et internationale. Le développement commercial est surprenant. En deux ans, l'AIIB a accepté la réalisation de 25 projets pour un volume de 4,4 milliards de dollars. (A l'opposé, l'ADB aurait dans le même cas mis 3 ans pour initier le premier projet.) La part chinoise de 26% est donc bien modeste et baissera probablement encore plus. La banque ne serait donc pas une banque chinoise, comme on l'affirme dans la presse américaine. Elle est véritablement dédiée à l'Asie et donc pas une banque uniquement pour la Route de la soie. La banque est très modeste et n'emploie actuellement que 450 collaborateurs (en comparaison: l'ADB a 3000 et la Banque mondiale 15 000 collaborateurs).

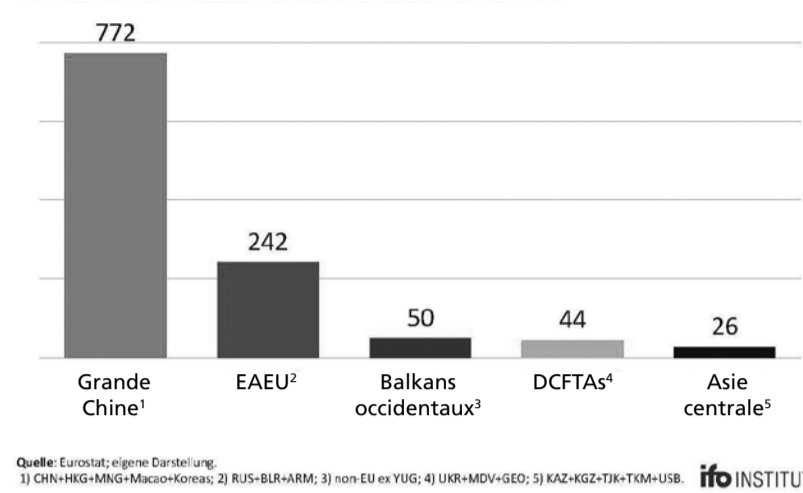
### Détails de la liaison ferroviaire Chine-Europe

Uwe Leuschner est Senior Vice President pour l'Eurasie de la *DB Cargo AG* et CEO de

Gabriel Felbermayr

## COMMERCE EURASIATIQUE

Volumes du commerce de marchandises UE-27, mia d'euros, 2017



Les deux infographies n'illustrent pas seulement la grande importance de la Chine pour le commerce des Etats de l'UE, mais également les changements dans les performances économiques pronostiquées pour les prochaines décennies. (Infographies [https://seidenstrasse.bayern/files/2018/08/20180725\\_Seidenstra%C3%9Fe\\_09-30A\\_Prof.-Gabriel-Felbermayr-1.pdf/Zeit-Fragen](https://seidenstrasse.bayern/files/2018/08/20180725_Seidenstra%C3%9Fe_09-30A_Prof.-Gabriel-Felbermayr-1.pdf/Zeit-Fragen))

*DB Cargo Russia*, occupant depuis 1993 des postes de direction dans l'industrie logistique en Russie et en Chine. Au cours de la table ronde, il a fourni de nombreux détails concernant la communication ferroviaire entre l'Europe et la Chine. Le premier «train chinois» a fait le trajet entre Chongqing et Hambourg en 2008. Cette année, environ 5000 trains circuleront entre la Chine et l'Europe. La croissance du concept de transport intermodal de containers est de 30% par an. Il s'agit de trains de 41 containers, raccordés en Russie (trafic sur voie à écartement large) à des trains transportant jusqu'à 120 containers. En 2025, les Chinois voudraient faire passer 3,5 millions de containers par cette voie. Il y a un projet (planifié pour environ 2028/29) de faire rouler des trains High-Speed-Cargo entre la Chine et l'Europe jusqu'à Berlin: un train de 300 tonnes toutes les 20 minutes à 350–400 km/h. Cela apportera de grands changements dans la logistique mondiale. Du côté chinois, il y a une garantie de financement de construction des 6000 kilomètres nécessaires de voie à écartement normal. Actuellement le projet est arrêté, car le gouvernement russe exige jusqu'à présent des voies à large écartement. Au cours des vingt dernières années, la Chine a créé le plus vaste réseau de chemin de fer du monde qui serait le plus grand du monde. Au cours des 10 dernières années a été construit un réseau à grande vitesse de 22 000 kilomètres, qui devrait être porté à 35 000 kilomètres d'ici 2025.

### Grande importance de l'espace eurasiatique

L'espace eurasiatique présente un énorme potentiel pour la croissance économique et les investissements pour l'avenir. Les Chinois ont des idées pour l'industrialisation, par exemple, des projets à la frontière extérieure européenne, tel le plus grand parc industriel construit par la Chine à l'extérieur du territoire chinois, près de Minsk en Biélorussie (d'une surface de presque 100 km<sup>2</sup>), où les infrastructures et les investissements sont négociés avec les gouvernements au sein de l'Union eurasiatique et y sont bien venus. Les Chinois en parlent et auraient déjà conclu des contrats avec les Russes et les Kazakhs. Il est très important de communiquer avec les Chinois à tous les niveaux. Discussions et coopération sont la base des futurs développements.

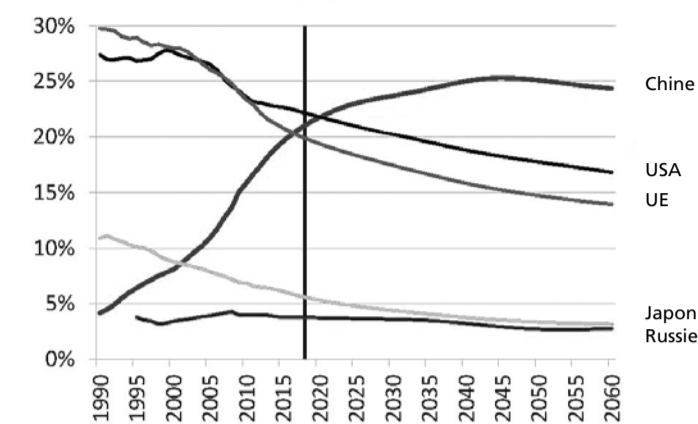
### Projets concrets de la Route de la soie

Les stratégies et les projets concrets pour la Route de la soie ont été présentés par *Corinne Abele* et *Uwe Strohbach*. *Corinne Abele* travaille depuis 1998 pour le *Germany Trade & Invest* (GTAI) en Greater China. [GTAI: Société de la République fédérale d'Allemagne pour le commerce extérieur et de marketing interrégional, ndt.]. Depuis déjà deux décennies la journaliste, économiste diplômée et historienne de l'Europe de l'Est, analyse les activités économiques et les développements de la Chine. *Uwe Strohbach* est manager régional pour l'Asie centrale et le Caucase du Sud chez GTAI. Auparavant, il a été coordinateur de projets pour la recherche sur l'Europe de l'Est à l'Institut pour la recherche économique appliquée à Berlin. Actuellement, *Uwe Strohbach* analyse les axes de transport eurasiatiques et l'élargissement des voies de transit entre la Chine et l'Europe.

Gabriel Felbermayr

## RAPPORTS GLOBAUX DU POUVOIR ... et à l'avenir

Parts du PNB mondial (%)



### Par exemple: les énergies renouvelables

*Corinne Abele* a présenté les développements dans le domaine des ressources en énergies renouvelables. D'ici 2020, la Chine aura installé 770 GW en «New Energies». En 2016 déjà, elle a dépassé l'UE en ce qui concerne la capacité en énergie solaire. D'ici 2020, 20% de la consommation d'énergie primaire ne devraient plus être d'origine fossile. La consommation d'énergie est actuellement de 25% d'énergie non fossile. Dans le domaine automobile, 25% devraient provenir, d'ici 2025, des «nouvelles énergies» (couvert à hauteur de 80% par des marques chinoises).

La Chine a la «vision» d'un réseau d'alimentation électrique mondial. De 2013 à 2018, elle a investi 123 milliards de dollars dans des réseaux d'électricité, dont un certain nombre dans le domaine de la Route de la soie. Par exemple, 62 milliards de dollars sont prévus au Pakistan pour des projets d'énergie hydraulique et pour des réseaux électriques. La Chine est aussi active depuis longtemps au Brésil. Elle y serait le plus grand producteur d'énergie et le principal exploitant de réseaux électriques. La Chine investit dans des lignes de courant continu à très haute tension, une technologie qui est aussi maîtrisée par Siemens et ABB. 35 000 kilomètres de ces liaisons seraient déjà en construction, d'autres suivront. Le volume atteint 250 milliards de dollars. La Chine a investi au cours des 5 dernières années 475 milliards de dollars à l'extérieur de la Chine dans le domaine de l'énergie. Entretemps, la Chine est à la tête du marché mondial en ce qui concerne les produits de protection de l'environnement, principalement dans le domaine des ressources en énergie renouvelable.

### Le rôle important de l'Asie centrale

*Uwe Strohbach* s'est focalisé sur les régions de l'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan) et du Caucase du Sud (Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie). La superficie de l'Asie centrale est dix fois celle de l'Allemagne avec 72 millions d'habitants. Cependant son PIB n'atteint que 6% du PIB allemand. Les exportations allemandes vers l'Asie centrale seraient à nouveau en augmentation depuis 2017, mais il y a encore un très grand potentiel. La même chose pour le Caucase du Sud, dont le territoire n'est que la moitié de l'Allemagne avec 17 millions d'habitants. Son PIB n'atteint cependant que 1,8% de celui de l'Allemagne. Les Etats de la région tablent, à l'aide de la BRI, sur le triptyque: modernisation, diversification et exportation. Le commerce extérieur Chine/Asie centrale serait passé de 1 milliard de dollars (2002) à 60 milliards de dollars (2017) et atteindra en 2020 probablement au moins 100 milliards de dollars. *Strohbach* a présenté de nombreux projets planifiés et déjà en cours (rien qu'au Kazakhstan, il y en a 50, entraînant 27 milliards de dollars d'investissements chinois et en Ouzbékistan, 100 avec 23 milliards de dollars d'investissements chinois) parmi lesquels nous citerons les suivants:

– Ligne ferroviaire Astana–Almaty, environ 1300 kilomètres jusqu'en 2021, et la ligne ferroviaire Taldyqorghān–Öskemen, 790 kilomètres 2017–2020 (Kazakhstan),

- Construction de complexes pétrochimique/gaz et de polyoléfine à Atyrau jusqu'en 2021 (Kazakhstan),
- Avancement renforcé du tracé Chine–Kazakhstan–Turkménistan–Iran (les tests ont été couronnés de succès),
- Autoroute et chemin de fer de Douchanbe (Tadjikistan) vers le Kachgar (Chine),
- Tronçon n° 4 de l'oléoduc Turkménistan–Chine,
- Plateforme aérienne sud de Dangara,
- Ligne ferroviaire Ouzbékistan–Kirghizistan–Chine (Kachgar): réduction du tracé Europe–Asie centrale–Extrême-Orient de 900 kilomètres,
- L'étoile d'Asie: le plus grand parc agroindustriel d'Asie centrale (Centre international d'aviculture et de production de viande au Kirghizistan).

### Lancement de nouveaux projets également en Europe

Des projets ont été lancés, non seulement en Asie centrale et aux frontières externes de l'Europe, mais encore à l'intérieur de l'UE. En Grèce, une société chinoise a loué sur plusieurs dizaines d'années la moitié du port du Pirée et veut y investir en grand. De plus, une liaison par train de marchandises a également été planifiée depuis le port du Pirée jusqu'à Belgrade en Serbie. Et les Chinois souhaitent une prolongation de l'itinéraire par Budapest et Vienne jusqu'à Munich. Selon *Margot Schüller*, spécialiste de la Chine à l'*Institut pour les études asiatiques GIGA*, ce projet en Grèce aurait déjà reçu la «bénédiction» de la Commission européenne. Ce serait un projet de l'initiative 16+1. Au sein de celle-ci, 16 pays d'Europe de l'Est et du Sud-est sont en pourparlers avec la Chine sur des possibilités de financement de projets d'infrastructure. En Grèce, le projet est en rapport avec l'itinéraire sud de la Route de la soie mentionné au début. Celui-ci doit, partant d'Allemagne, passer par Belgrade et plus loin par la Turquie, l'Iran et les pays d'Asie centrale du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan jusqu'à la Chine occidentale. Le tunnel sous le Bosphore est en cours d'aménagement et d'élargissement pour l'adapter à la circulation des trains de marchandises de long cours. Certains tronçons en Turquie et en Iran sont déjà terminés. En outre, il existe déjà une liaison du nord de l'Iran à la Chine qui sera bientôt ouverte au trafic des marchandises.

### Différente de la ligne Berlin–Bagdad

L'itinéraire sud de la Route de la soie est très semblable à la liaison ferroviaire Bagdad–Berlin planifiée il y a plus de 100 ans. C'est là, éventuellement, une des raisons des dernières sanctions contre la Turquie et l'Iran. Mais revenons en Europe. La position qu'adopte l'UE envers le projet BRI est encore peu définie. *Mme Skala-Kuhmann*, spécialiste de la Société allemande de coopération internationale (*GIZ/Deutschen Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*) s'est exprimée ainsi: «Même si l'Europe mais aussi Berlin n'ont pas de stratégie transparente et ne font malheureusement jusqu'à présent aucune déclaration claire concernant «Belt and Road», [...] il se passe beaucoup plus de choses que nous nous imaginons.» • (Traduction *Horizons et débats*)

# La lutte pour le pouvoir à l'intérieur des Etats-Unis met en péril la paix dans le monde

## L'Allemagne adhère encore à l'alliance belliciste américaine

par Willy Wimmer

Au cours d'une seule semaine, nous nous sommes aperçus de la dimension des événements auxquels nous tous sommes confrontés, même en n'étant pas Américains. Deux personnes ont posé les jalons, représentant les phares de l'establishment belliciste dominant de Washington.

L'un est l'ancien sénateur *John McCain*, auquel fut rendu un dernier hommage dans le pays entier et dont le cercueil fut placé de façon spectaculaire dans la salle à coupole du Capitole, un traitement d'honneur tout à fait à l'opposé du peu de considération accordé à l'actuel président *Donald Trump*. Chaque année, il se manifestait à la fameuse conférence de Munich, et il était évident que nul ne pouvait contester sa réputation d'«archiprêtre de la guerre» au sein du parti républicain. Il n'était pas seul, cela fut visible avec l'alliance des va-t'en-guerre englobant également le parti démocratique et sa dernière candidate suprême *Hillary Clinton*.

### Pour des millions d'Américains, Trump est le contrepoids à l'alliance des va-t'en-guerre

Des millions d'Américains ont perçu Washington comme insensible à leurs besoins et ont pensé devoir placer un contrepoids sous forme du président Donald Trump pour sauver l'«Amérique» en tant que pays libre. Toutefois, la Washington politique actuelle éprouve une telle haine contre son propre président, perçu comme «arriviste politique», que l'on doit se demander comment un chef d'Etat peut survivre à une telle menace subversive. Avec John McCain une icône républicaine de la coalition belliciste a disparu, et aucun successeur n'est en vue. La prochaine guerre sera-t-elle donc renvoyée à plus tard?

### Bob Woodward: «La grande peur dans la Maison Blanche»

Non, ni à Washington, ni parmi les partisans internationaux des troupes de la sainte croisade washingtonienne, on est forcé d'attendre. Avec la prépublication du livre rédigé par le

fameux auteur américain *Bob Woodward* et intitulé «Fear: Trump in the White House» [La grande peur: Trump à la Maison Blanche], on prépare le terrain. Il semblait que la situation à Washington ne pouvait empirer. Après la mort de John McCain, tout ce qu'on voulait pouvait être mis en route à Washington. Mais une seule chose ne pouvait se faire: attendre jusqu'à ce que le bouquin sur cet abominable actuel habitant de la Maison Blanche sorte de presse – car il ne fallait surtout pas perdre de temps...

Depuis presque deux ans, le président Trump est constamment mis sous pression. Le livre de Bob Woodward est sensé contribuer à l'éliminer de sa présidence et de toute influence politique. Nous Européens pourrions observer cette vision d'autodestruction américaine en nous délectant dans notre fauteuil. Cela est cependant la dernière chose que nous pouvons nous permettre. Pourquoi? Parce que l'establishment washingtonien et ses éminences grises londoniennes sont en train de bricoler des prétextes pour déclencher la prochaine guerre, tant en Syrie qu'avec l'em-

poisonnement des Skripal. En Europe, nous devons garder les yeux ouverts. Entre la prochaine guerre et nous Européens, il n'a plus que Donald Trump. Selon *Sigmar Gabriel*, cette guerre pourrait nous éliminer tous. Tant que le président américain ne déclenche pas sa propre guerre, on ne peut prouver le contraire, même si notre espoir de paix ne tient plus qu'à un fil, vu la rage belliqueuse washingtonienne.

### Souvenez-vous des mots de Roosevelt – une caractérisation de la politique américaine

On n'a qu'à prendre en compte les transformations de la situation mondiale dont les Etats-Unis sont principalement responsables depuis des décennies. Selon l'auteur allemand *Wolfgang Effenberger*, dans son livre sur la «Pax Americana» paru déjà en 2004, le président de l'époque *Roosevelt* a affirmé le 5 octobre 1937 à Chicago dans son texte écrit que «sous la terreur actuelle de l'absence du

Suite page 4

## Une autre solution sans trop de victimes est-elle possible pour la région syrienne d'Idlib?

km. Les actions et déclarations militaires actuelles suggèrent qu'une attaque des troupes syriennes – ainsi que des forces russes et iraniennes – sur la ville d'Idlib dans le nord de la Syrie est imminente. Lors de la réunion des présidents de l'Iran, de la Russie et de la Turquie à Téhéran le 7 septembre 2018, il y a eu une déclaration finale commune (cf. encadré) ainsi qu'une critique commune de la politique syrienne des Etats-Unis à ce jour, mais le président turc n'a pas approuvé l'attaque prévue contre Idlib. La situation à Idlib est extrêmement complexe. Tout d'abord, il y a des milliers de combattants de l'Est et de l'Ouest dans la ville, qui sont également attribués par le côté occidental à des groupes terroristes. Deuxièmement, de nombreux civils de la ville et de la région seraient très probablement touchés par une action militaire. Beaucoup d'entre eux voudront fuir la ville et la région. Troisièmement, les combattants d'Idlib tentent de persuader l'OTAN et surtout les Etats-Unis d'intervenir militairement de leur côté – et les forces d'une partie des Etats de l'OTAN, ne voulant pas admettre leur défaite

en Syrie, soutiennent également une intervention massive de leurs forces armées. Si l'on en croit les rapports de la partie russe, il y a des preuves d'une préparation d'une attaque usant des armes chimiques contre Idlib pour laquelle les forces armées syriennes doivent être tenues pour responsables, afin que cette intervention puisse être déclenchée – ce qui pourrait plonger le monde dans une grande guerre. Ces rapports russes sont d'ores et déjà qualifiés de fausses nouvelles par la partie occidentale. Le texte suivant provient de l'agence de presse russe *Sputnik*:

Lors d'une réunion à Idlib, des groupes terroristes et des représentants des «casques blancs» ont approuvé les scénarios pour le tournage de films sur les «incidents» mis en scène avec utilisation présumée de toxines par les troupes syriennes. C'est ce qu'a déclaré samedi, le 8 septembre, le porte-parole officiel du ministère russe de la Défense, le général de division *Igor Konashenkov*.

«Selon les informations irréfutables dont dispose le Ministère russe de la Défense, les dirigeants des groupes Hai'at Tahrir asch-

Sham (Jebhat an-Nusra) et Hisb At-Turkistan Al-Islami (Parti Turkestan islamique) se sont réunis, avec la participation des coordinateurs locaux de la protection civile syrienne (casques blancs), le 7 septembre à Idlib dans un poste de commandement des terroristes situé dans le quartier de l'école «Al-Wachda.»

M. Konashenkov a souligné que «lors de la réunion, les scénarios de tournage des «incidents», avec utilisation présumée de substances toxiques par les troupes du gouvernement syrien contre des civils dans les villes de Jizir ash-Schughur, Saraqib, Taftanaz et Sarmin, ont été définitivement convenus et approuvés».

La préparation des provocations avec des armes C à Idlib devrait être achevée dans la soirée du 8 septembre. Le signal pour le début de la provocation serait donné par un ordre spécial de certains «amis étrangers de la révolution syrienne», a déclaré M. Konashenkov.

Fin août, M. Konashenkov avait déclaré que les terroristes de Hai'at Tahrir asch-Sham allaient préparer une provocation. Damas devrait donc être accusée d'utiliser des armes

chimiques contre des civils dans la province syrienne d'Idlib, ce qui pourrait alors servir de prétexte à une attaque des Etats-Unis et de leurs alliés contre des bâtiments gouvernementaux en Syrie. A cette fin, selon M. Konashenkov, un destroyer américain avec 56 missiles de croisière à son bord était arrivé dans le golfe Persique et un bombardier de type B-1B avait été transféré sur la base militaire Al-Udeid au Qatar.

Les casques blancs se présentent comme des protecteurs de la population civile en Syrie sans agenda politique. Cependant, l'organisation est accusée de distribuer des vidéos montrant des mises en scène en provenance de Syrie: des journalistes syriens ont, par exemple, présenté plusieurs photographies montrant les «forces de sauvetage» armées et en uniforme militaire. Le ministère russe des Affaires étrangères a décrit l'activité des casques blancs comme une composante de la campagne de diffamation contre le gouvernement syrien.

Source: <https://de.sputniknews.com/politik/20180908322322253613-idlib-terrorist-casques-blancs/> du 8/9/18

### Déclaration commune du Président de la République islamique d'Iran, du Président de la Fédération de Russie et du Président de la République de Turquie

Le Président de la République islamique d'Iran *Hassan Rohani*, le Président de la Fédération de Russie *Vladimir Poutine*, et le Président de la République de Turquie *Recep Tayyip Erdogan* se sont réunis à Téhéran le 7 septembre 2018 lors d'un sommet tripartite. Les présidents ont:

- 1 exprimé leur satisfaction à l'égard des réalisations accomplies, depuis la réunion d'Astana en janvier 2017 dans les domaines concernant les progrès pour réduire la violence dans toute la République arabe syrienne et pour contribuer à la paix, à la sécurité et la stabilité dans le pays.
- 2 mis l'accent sur leur engagement solide et continu pour la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. Ils ont également souligné l'importance des objectifs et des principes de la Charte des Nations Unies, devant être respectés par tous. Ils ont réaffirmé qu'aucune action, indépendamment de celui qui l'a entreprise, ne devrait jamais aller à l'encontre de ces principes. Ils ont rejeté toutes les tentatives de créer de nouvelles réalités sur le terrain, sous prétexte de combattre le terrorisme, et ont manifesté leur détermination à lutter contre les intentions séparatistes visant à affaiblir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, de même que la sécurité nationale des pays voisins.
- 3 traité de la situation actuelle sur le terrain, ont fait le point sur les développements à

l'égard de la République arabe syrienne suite à leur dernière réunion à Ankara le 4 avril 2018, et ont convenu de continuer leur coordination tripartite conformément à leur entente. Dans ce contexte, ils se sont penchés sur la situation de la zone de désescalade d'Idlib et ont décidé de s'en occuper selon les principes et l'esprit de coopération caractérisant la réunion d'Astana mentionnée ci-dessus.

- 4 réaffirmé leur détermination à continuer une coopération dont le but ultime est d'éliminer définitivement Daesh/ISIL, le front al-Nosra et tous les individus, groupes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda ou Daesh/ISIL désignés de terroristes par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils ont souligné le fait que, dans la lutte contre le terrorisme, la séparation entre les groupes terroristes mentionnés plus haut et les groupes d'opposition armés ayant rejoint ou sur le point de rejoindre le régime du cessez-le-feu sera d'importance cruciale compte tenu du souhait d'éviter des pertes civiles.
- 5 confirmé leur conviction qu'aucune solution militaire ne saurait résoudre le conflit syrien, car seul un processus de négociations politiques pourra y parvenir. Ils ont réaffirmé leur détermination à continuer une coopération active dans le but de faire avancer le processus politique et cela en allant dans le même sens que les décisions prises lors du Congrès de Dia-

logue national syrien à Sochi et dans la Résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

- 6 réaffirmé leur décision de continuer à combiner leurs efforts pour faire avancer le processus contrôlé et dirigé par la Syrie pour atteindre une entente politique et renouveler leur engagement à aider à établir et à entamer le travail de la commission constitutionnelle. Ils ont exprimé leur satisfaction face aux consultations utiles entre les hauts fonctionnaires et l'envoyé spécial en Syrie du Secrétaire général des Nations Unies.
- 7 souligné la nécessité de soutenir toutes les initiatives pour aider les Syriens à retrouver une vie normale et pacifique et à soulager leurs souffrances. A cet effet, ils ont demandé à la communauté internationale, plus particulièrement aux Nations Unies et ses organismes humanitaires, d'accroître leur aide à la Syrie en fournissant de l'assistance humanitaire additionnelle, en facilitant les actions humanitaires, en rétablissant les infrastructures de bases, ce qui inclut les établissements sociaux et économiques, et en préservant l'héritage historique.
- 8 réaffirmé leur détermination à continuer de joindre leurs efforts pour protéger les civils et améliorer la situation en permettant à tous les Syriens dans le besoin d'avoir un accès rapide, sécurisé et sans entrave à l'aide humanitaire.

9 mis en évidence la nécessité de créer des conditions propices à un retour sécuritaire et volontaire des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays dans leur lieu de résidence initial en Syrie. Dans ce but, ils ont souligné l'importance d'une coordination entre les partis concernés, incluant le *Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés* (UNHCR) et les autres organisations internationales spécialisées. Ils ont accepté de prendre en compte l'idée d'organiser une conférence internationale pour les réfugiés syriens et les personnes déplacées dans leur propre pays.

10 apprécié les progrès du travail du Groupe de réflexion sur la libération des détenus et des personnes enlevées, la remise des corps ainsi que sur l'identification des personnes disparues, effectuées avec la participation des Nations Unies et des experts du CICR.

11 décidé que leur prochaine réunion se tiendra en Fédération de Russie, cela sur l'invitation du président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine.

12 Les présidents de la Fédération de Russie et de la République de Turquie font part de leur sincère gratitude au président de la République islamique d'Iran *Hassan Rohani* pour avoir accueilli le Sommet tripartite à Téhéran.

Source: <http://en.kremlin.ru/supplement/5337> du 7/9/18

(Traduction Horizons et débats)

# Comment s'y prendre avec Chemnitz et l'Allemagne?

par Karl Müller

*Chemnitz est-il un présage? Est-ce la réapparition du fascisme à l'affût en Allemagne (du moins dans l'est du pays)? Est-ce une mise en scène du danger du fascisme? Ou veut-on simplement détourner les esprits des véritables problèmes? ...*

On pourrait y ajouter encore de nombreuses questions ... et pour l'instant, il est certainement recommandé d'en poser davantage plutôt que de donner des réponses. On constate que même les personnalités officielles, à l'instar de la chancelière fédérale et du président du «Bundesamt für Verfassungsschutz» [Office fédéral pour la sécurité intérieure] prennent position de manière contradictoire.

L'homicide de Chemnitz a eu lieu il y a environ trois semaines, suivi de deux arrestations et de la recherche d'un troisième suspect. Il y a eu des manifestations et des contre-manifestations. Beaucoup de monde fut mobilisé. Chaque jour de nombreuses personnalités de haut rang et connues prennent position, le sujet fait les gros titres des médias. La situation est complexe.

Chemnitz n'est cependant pas un cas particulier. A plusieurs reprises, il y a déjà eu des manifestations et des rassemblements après le meurtre d'une personne par un agresseur issu de la migration ou un requérant d'asile – tant à l'Est qu'à l'Ouest de l'Allemagne. Depuis l'été 2015, l'atmosphère est de plus en plus tendue en Allemagne. On prétend maintenant que les protestations actuelles sont manipulées par l'«extrême droite».

## Ce qui manque aux gens

Ce qui manque aux gens ce sont des approches raisonnables de la part de la politique et des médias pour ramener la paix dans les esprits

## Ce qu'Angela Merkel et Hans-Georg Maassen ont dit littéralement

Déclaration de la chancelière fédérale *Angela Merkel* lors d'une conférence de presse du 29/8/18: «Nous avons des enregistrements vidéo sur le fait qu'ont eu lieu des chasses à l'homme, des attroupements et des réactions haineuses dans les rues. Cela n'a rien à voir avec notre Etat de droit.»

Source: <https://www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2018/08/2018-08-29-gewalt-in-chemnitz.html>

*Hans-Georg Maassen*, président du «Bundesamtes für Verfassungsschutz», dans un entretien accordé au journal «Bild» le 6/9/18: «Je partage le scepticisme face aux articles de presse parlant de chasses à l'homme de l'ex-

## Ceterum censeo: la démocratie directe peut aider à pacifier un pays

km. L'Allemagne souffre de l'aliénation entre une grande partie de sa population et les responsables politiques dans une démocratie représentative tant au Parlement qu'au gouvernement. Même lors de certains jugements de justice, les citoyens se demandent s'il s'agit réellement de justice prononcée «au nom du peuple».

Les raisons en sont multiples. L'une d'elles consiste dans l'impression de la population de n'avoir que très peu d'influence lors des prises de position politiques. Alors même que l'article 20, alinéa 2 de la Loi fondamentale précise que le pouvoir d'Etat est exercé par le peuple au moyen d'élections et de «votations», ces dernières lui ont été jusqu'à présent refusées sur le plan fédéral. Les raisons avancées ne sont pas crédibles. Un certain nombre d'arguments pourraient sans autre être acceptés lors de l'expression de droits de démocratie directe, par exemple l'exigence envers les

médias et les publications officielles d'accorder la même place aux deux parties engagées dans une votation. Il serait également heureux que les partis renoncent à lancer des initiatives pour une décision de démocratie directe.

La Suisse a démontré depuis 1848, année de la naissance de la Confédération, comment s'y prendre pour réaliser, pas à pas, au niveau fédéral une démocratie directe et de contribuer ainsi à la paix sociale. Car chaque Suisse sait qu'en cas de désaccord avec une loi et voulant l'empêcher (référendum), ou s'il souhaite apporter un changement à la Constitution (initiative populaire), il en a le droit et la possibilité de le faire.

La démocratie directe helvétique ne garantit au peuple pas seulement les droits populaires. Il serait erroné de croire que ces droits populaires sont dirigés contre le Parlement et le gouvernement. Bien au contraire: la démocratie directe helvétique a eu pour effet de

rapprocher le peuple et ses politiciens, en rappelant aux politiciens leurs devoirs, notamment de ne pas prendre des décisions sans tenir compte de la volonté des citoyennes et citoyens.

Il existe en Allemagne depuis longtemps des possibilités de lancer des référendums législatifs et des initiatives tant constitutionnelles que législatives. En 2002, une proposition a été déposée au Bundestag. Lors du vote, elle a obtenu une bonne majorité, mais malheureusement pas suffisante pour apporter un amendement à la Loi fondamentale. Depuis lors, les partis dominants du Parlement bloquent toutes les initiatives du même type.

Mais rien n'a changé quant au sens et à la nécessité d'avoir des instruments de démocratie directe sur le plan national. Actuellement cela pourrait être une importante contribution à la pacification de l'Allemagne et une perspective de développement.

et pour résoudre les problèmes réels. Les premières réactions officielles à la suite des événements de Chemnitz n'ont pas facilité la situation. On a prétendu que des milliers d'extrémistes de droite, venus de toute l'Allemagne, se seraient présentés à Chemnitz. Cette ville et toute la Saxe seraient un repère de l'extrémisme allemand de droite. La police de la Saxe aurait à nouveau été défaillante, etc., etc. On ne parlait pratiquement plus du fait qu'un homme avait été tué et deux autres blessés. On n'a pratiquement pas entendu ni lu de paroles de compassion envers les victimes et leurs familles.

Depuis, il y a eu des réactions plus différenciées. C'était bien ainsi.

On se demande cependant pourquoi personne ne soulève la question de savoir d'où

vient le désordre régnant en Allemagne, renforcé depuis l'été 2015. Ce qui, d'ailleurs, n'est qu'une étape dans une voie plus vaste menant vers un développement incertain qui dure depuis bientôt trente ans.

## Qu'en est-il advenu de notre Etat de droit?

Nombreux sont ceux qui ont constaté que ce qui se dit et se trame de la part des politiciens responsables, les dossiers et les commentaires de nombreux médias n'ont que peu à voir avec leurs propres expériences quotidiennes. Certains auront peut-être lu quelques livres comme, par exemple, celui de la policière *Tania Kambouri* intitulé «Deutschland im Blaulicht. Notruf einer Polizistin» [L'Allemagne illuminée par les gyrophares. Appel de détresse d'une policière] concernant l'Etat de droit, ou celui du président allemand de l'Ordre des juges, *Jens Gnisa* intitulé «Das Ende der Gerechtigkeit. Ein Richter schlägt Alarm» [La fin de la justice. L'appel de détresse d'un juge]. Tout récemment a été publié le livre de l'ancien policier *Stefan Schubert* intitulé «Die Destabilisierung Deutschlands. Der Verlust der inneren und äusseren Sicherheit» [La déstabilisation de l'Allemagne. La perte de la sécurité intérieure et extérieure].

L'Allemagne et la politique allemande ont délaissé d'importants secteurs de la démocratie libérale et de l'Etat de droit, des connaissances civiques que l'on enseignait auparavant dans les écoles et dans les études. Il n'est pas simple de manier tout cela et de faire semblant de l'ignorer n'est pas la solution. Ne pas combattre l'injustice par davantage d'injustice, s'engager énergiquement en faveur de l'Etat de droit, rester libre et démocratique, respecter le droit et les lois – voilà une obligation pour tout un chacun.

## Saper davantage la souveraineté ...

Il est bon de se demander pourquoi la politique et les médias réagissent si souvent de manière déraisonnable. A-t-on affaire à des réactions impulsives, incontrôlées? Est-ce un aveuglement idéologique? S'agit-il simplement d'une ignorance systématique face aux faits? Ou bien s'agit-il d'une planification politique? Ce ne

sont certainement pas partout les mêmes motivations, il y aura aussi parfois des mélanges. Parfois, on peut lire que des événements comme à Chemnitz sont utiles pour préparer l'engagement de l'armée, voire de l'OTAN, à l'intérieur de l'Allemagne.<sup>1</sup> Cela ne conduirait pas seulement à un affaiblissement supplémentaire des structures fédérales et des possibilités d'actions, mais mènerait également à la diminution de la souveraineté étatique.

Ce n'est pas ainsi qu'on pacifiera l'Allemagne.

## ... au lieu du droit à la patrie

Ne peut-on déclarer qu'en dehors de l'Allemagne que les êtres humains, donc également les Allemands, ont le droit d'avoir une patrie?

Prenons connaissance de ce qu'a écrit un important journal suisse dans son feuillet du 3 septembre 2018:

«Les Allemands de l'Est ont appris avec quelque étonnement que les élites de l'Allemagne de l'Ouest n'étaient de loin pas aussi libérales qu'elles le faisaient croire. On y retrouvait la face grimaçante de la lutte des classes. Quiconque émet des critiques ou se risque à penser différemment devenait soudainement l'ennemi du peuple.

Le fait que toute analyse objective des problèmes ait été balayée par l'affirmation péremptoire «Nous allons y arriver», qu'un gouvernement ne soit pas capable d'apporter des réponses sérieuses à ce qui se présente comme des changements profonds, provoque dans toute l'Allemagne des remous comme ce fut le cas ces jours à Chemnitz. [...] Les problèmes sont sérieux et devraient être débattus démocratiquement, si l'on veut éviter une radicalisation. Les citoyens ressentent qu'ils perdent ce que représentent pour eux l'origine, la patrie et l'identité. Ils prennent conscience de processus mis en marche à leur insu sans qu'ils aient jamais eu voix au chapitre.»

<sup>1</sup> cf. *Willy Wimmer* dans son article «Droht wieder ein «sächsischer Oktober» und kommt nach der Reichswehr jetzt die Bundeswehr zum Einsatz?» du 1<sup>er</sup> septembre 2018 <https://www.world-economy.eu/pro-contradetails/article/droht-wieder-ein-saechsischer-oktober-und-kommt-nach-der-reichswehr-jetzt-die-bundeswehr-zum-einsatz/>

## «La lutte pour le pouvoir ...»

Fortsetzung von Seite 3

droit international, des peuples innocents sont brutalement sacrifiés sur l'autel de l'avidité du pouvoir et de la domination sans égard pour la justice et le respect humain.»

Suite à ce discours, il est difficile de s'opposer à l'impression que Roosevelt aurait également – concernant l'Europe et ses régions limitrophes – fustigé à juste titre la politique menée par son pays depuis le déclenchement de la guerre criminelle contre la République fédérale de Yougoslavie et tout ce qui a suivi.

## Précarité de la situation actuelle pour nous tous

Cela met en évidence à quel point la situation est précaire pour nous tous qui aimons notre vie tout autant que la vie d'autrui. Le système qui a produit ces guerres doit être maintenu sans pitié, car sinon il faudrait s'attendre à une vague mondiale de procès contre les criminels de guerre. La situation syrienne est hautement dangereuse pour nous tous, car la situation qui s'y dessine à l'horizon est perçue par l'alliance

des va-t'en-guerre de Washington comme un gros feu rouge» pour la poursuite de leur politique interventionniste pratiquée depuis 1999. Des bouleversements géopolitiques pourraient suivre presque immédiatement.

## «Shareholder Value» et l'establishment libéral de gauche

En analysant de plus près la situation de «Washington», nous réalisons que ce ne sont pas que les guerres qui nous menacent. La campagne électorale du candidat présidentiel *Bernie Sanders* nous l'avait déjà montré. Tout ce qui pourrait s'opposer au «Shareholder Value» et à l'establishment libéral de gauche doit être abattu inconditionnellement. Ainsi, les rencontres entre la chancelière allemande et le président américain *Obama* [juste après l'élection de Donald Trump, ndr.] ayant eu lieu avant et pendant le «Kirchentag protestant allemand» à Berlin font sens: si déjà l'alliance multipartite belliciste avec sa candidate présidentielle *Hillary Clinton* n'a pas réussi à empêcher l'accès au pouvoir de Donald Trump, il fallait qu'au moins l'establishment libéral de gauche au

sein de l'OTAN puisse survivre. Toutes les forces furent mobilisées. Si on analyse la situation en Allemagne, on voit que cette clique défendra sa position de pouvoir avec «bec et ongles».

## Le sombre rôle de l'Allemagne

C'est depuis longue date qu'il ne s'agit plus de chercher le «meilleur pour la cité». Après l'expérience de cette dernière élection présidentielle aux Etats-Unis, on ne veut plus remettre en question le système social. Depuis de longues années déjà, les pourfendeurs de l'«économie de marché sociale» sont insultés et étiquetés de «communistes». Quiconque exige que l'«Etat de droit démocratique» soit le fondement pour les droits humains et citoyens est exposé à des attaques, par l'entremise d'agents provocateurs, rappelant le passé allemand, et on leur montre ainsi qu'on ne lâchera plus jamais le pouvoir. Au pire des cas, on mobilisera la Bundeswehr contre son propre peuple, ce qui est d'ailleurs prévu dans le malfamé Traité de Lisbonne de l'Union européenne.

Les sbires du dernier système d'injustice en terre allemande sont mobilisés avec de

l'argent étatique pour s'attaquer aux démocrates sincères, pour influencer les gens avec des diffamations auto-fabriquées. On se sert du borbier politique «rouge-brun» pour obtenir les résultats souhaités en Allemagne.

## En Europe, on ne respecte plus les voisins

La candidature de *Manfred Weber* – candidat de pointe du PPE (parti populaire européen) pour le poste de président de l'organe exécutif de l'UE – illustre parfaitement de quoi la politique berlinoise est capable. Plus personne ne cache le fait que le comportement de la Berlin politique est une des causes principales du Brexit. Avec la chancelière *Angela Merkel*, le principe du respect pour les voisins, recette du succès de la politique allemande de l'après-guerre, a été abandonné. *Manfred Weber* fut un éminent pourfendeur de l'immigration de masse organisée par Mme Merkel. Que veut-on attendre avec un tel président allemand pour l'UE? Servir l'Europe ou plutôt le système de pouvoir berlinois, entièrement soumis à l'alliance des va-t'en-guerre washingtoniens?

(Traduction *Horizons et débats*)

# Nous devons empêcher le marché globalisé de détruire notre approvisionnement et notre agriculture paysanne

## Initiative populaire «Pour la souveraineté alimentaire»: arguments factuels

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 23 septembre, nous sommes, entre autre, appelés aux urnes sur l'initiative populaire «Pour la souveraineté alimentaire». Celle-ci demande une régularisation de la politique agricole suisse orientée vers une agriculture familiale, diversifiée et sans OGM. Selon un sondage mené il y a quelques semaines, 75% des personnes étaient certainement ou plutôt en faveur de l'initiative. Mais les partisans ne doivent pas se reposer sur leurs lauriers suite à cet écho positif.

Exactement 15 jours avant le jour du vote, le think-tank Avenir Suisse sort de son ancre et prétend que l'agriculture coûte 20 milliards de francs par année à l'Etat et aux consommateurs (divers quotidiens du 8 septembre 2018).

Pour évaluer correctement cette action, il faut avoir à l'esprit qu'Avenir Suisse est le porte-parole des grandes entreprises, dont les dirigeants préféreraient voir la Suisse adhérer à l'UE plutôt aujourd'hui que demain. Cependant, ceux qui sont – comme la grande majorité de la population suisse – attachés à la sauvegarde de l'agriculture suisse et à un niveau d'autosuffisance le plus élevé possible ne se laissent décourager.

Nous nous en tenons à l'information factuelle des électeurs et nous présentons ici d'importants contenus et déclarations d'une discussion diffusée récemment à la Radio SRF.<sup>1</sup>

La population suisse souhaite maintenir une agriculture paysanne et diversifiée dans les exploitations familiales. Toutefois, au cours des vingt dernières années, trois fermes et six emplois ont disparu chaque jour, selon Rudi Berli, agriculteur bio et membre du comité d'initiative. L'initiative vise à mettre un terme à la disparition des paysans et demande donc à la Confédération de renforcer la protection de l'agriculture. Cela ne nécessite pas de modifications législatives majeures, car la Suisse dispose d'une bonne base juridique pour l'agriculture. Les auteurs de l'initiative exigent tout d'abord la mise en œuvre des dispositions légales par la Confédération. Des explications plus détaillées sur les exigences de l'initiative se trouvent également ci-dessous, dans l'entretien avec Rudi Berli.

### Faut-il un renforcement des agriculteurs suisses pour une production saine et durable ou bien davantage de concurrence?

Rudi Berli: «La politique du Conseil fédéral repose sur une seule voie, l'ouverture des frontières et la séparation entre l'écologie et la production. D'une part, il faut produire écologiquement et d'autre part, il faut produire de manière aussi intensive que possible. Nous voulons éliminer cette contradiction en renforçant la position des agriculteurs non pas par des subventions, mais sur le marché vis-à-vis de nos acheteurs. Le Conseil fédéral

devrait créer, déjà aujourd'hui, des conditions-cadres pour les producteurs.»

Duri Campell, également agriculteur et membre du contre-comité, veut maintenir l'orientation actuelle définie par le Parlement avec la *Politique agricole 14-17*: «Les pays voisins produisent moins cher et je ne veux pas continuer à promouvoir le tourisme commercial. Suite à la *Politique agricole 14-17*, les agriculteurs commencent à réagir, on vend davantage directement à la ferme et les ventes régionales augmentent. [...] Le consommateur doit décider lui-même: est-ce que je veux un produit fabriqué en Suisse ou bien un produit moins cher et peut-être de moins bonne qualité?»

### Les producteurs veulent négocier des contrats d'égal à égal avec les grands distributeurs

Selon Rudi Berli, l'initiative ne veut ni une économie planifiée étatique, ni davantage d'argent de l'Etat, comme les opposants le prétendent. La Confédération devrait plutôt, comme cela est déjà stipulé dans la loi, créer des conditions-cadres pour que les producteurs puissent négocier des contrats sur un pied d'égalité avec les deux grands distributeurs dominants du marché (*Migros* et *Coop*): «Nous ne serions alors plus les bénéficiaires de l'argent restant, mais pourrions générer des prix décents. Nous voulons continuer à exister à l'avenir et produire dans des exploi-

tations diversifiées, familiales et gérées de manière durable dans tout le pays.»

### «Si nous acceptons les initiatives, nous aurons des problèmes avec l'UE»

Duri Campell: «Si l'on regarde que le texte de l'initiative, je devrais également dire oui. Mais nous savons que si nous acceptons les deux initiatives [y compris l'initiative «Pour des aliments équitables»], nous aurons des problèmes avec l'UE. [...] Dans la discussion que nous menons actuellement avec l'UE, et si les agriculteurs mettent encore de l'huile dans le feu, ce serait très, très mauvais pour nous. [...]»

Le conseiller national Campell n'a-t-il pas encore constaté que les négociations sur l'accord-cadre institutionnel sont pratiquement caduques? Nous n'avons certainement pas de problèmes avec l'UE à cause des agriculteurs qui – comme une grande partie de la population – ne veulent pas d'un accord agricole avec Bruxelles, mais il y a encore de nombreux autres problèmes que le peuple souverain ne veut pas avaler.

### «Sans protection à la frontière, nous n'aurions plus d'agriculture depuis longtemps»

L'affirmation des opposants, selon laquelle l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire» violerait l'OMC ou les traités conclus

Suite page 6

## «Pas de nouveaux instruments dirigistes et étatiques, mais l'application des directives en vigueur!»

Entretien avec Rudi Berli, paysan bio, membre du comité de l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire», co-directeur de l'organisation syndicale paysanne «uniterre»

Horizons et débats: Monsieur Berli, votre initiative fédérale exige des prix équitables dans l'agriculture (al. 5b). Comment la Confédération peut-elle soutenir les paysans, afin que vous puissiez négocier de meilleurs contrats avec la Migros et la Coop?

### L'auto-assistance dans le secteur économique privé a besoin d'un cadre étatique

Rudi Berli: Les possibilités actuellement en vigueur sont décrites aux articles 8 et 9 de la Loi sur l'agriculture (LAgr).<sup>1</sup> Là, il est question de l'auto-assistance des producteurs sur le marché. Selon l'article 8 alinéa 1, les producteurs peuvent s'associer dans des organisations d'entraide, afin d'adapter l'offre à la demande. La Confédération peut soutenir de tels contrats, en leur donnant une obligation générale, comme aujourd'hui par exemple aux PSL (Producteurs suisses de lait). Cela signifie, que les non-membres sont obligés de verser des cotisations pour le financement des mesures d'entraide (art. 9 al. 2).

Pense-t-on par exemple au contingent de lait en parlant d'«adaptation de l'offre»?

Pas exactement. Les acheteurs devraient donner une garantie de reprise pour une certaine quantité à un certain prix. Evidemment, chacun est libre de produire davantage. Mais il est inadmissible de provoquer et de favoriser une surproduction afin de faire baisser les prix.

Quelle est la différence face aux contingents de lait de jadis?

Les contingents laitiers étaient une garantie de reprise contrôlée par l'Etat. Quiconque produisait trop était puni (amende). Et on faisait du commerce avec les contingents, ce contre quoi nous nous sommes opposés. Nous exigeons une orientation selon l'économie privée, mais le cadre et la validation des contrats doivent être garantis par l'Etat.

### La Confédération ne doit soutenir que les organisations démocratiques: un producteur – une voix

Qu'y a-t-il d'autre dans la loi que la Confédération n'applique pas?

Les organisations d'auto-assistance devraient être «représentatives» au sens de l'art. 9

### Les traités de commerce ne doivent pas être des contrats léonins. Exemple USA/UE

«Selon la décision du Tribunal arbitral de l'OMC, l'UE doit verser annuellement des amendes d'un montant de plusieurs dizaines de millions aux Etats-Unis, parce que l'UE ne permet pas la culture de plantes OGM, ce qui fausserait la concurrence. C'est une entrave massive de la souveraineté. De tels traités ne sont pas des accords commerciaux mais des contrats léonins politiques. Au nom du «commerce», on nous impose quelque chose n'ayant rien à voir avec le commerce. Dans le commerce, il y deux partenaires et si l'un d'eux n'est pas d'ac-

cord avec la qualité du produit, il peut dire: non merci! Pourquoi serais-je forcé d'accepter une telle camelote?

Les accords commerciaux avec l'étranger doivent être soigneusement contrôlés: quels sont les réels sujets de négociation? C'est dangereux de simplement dire c'est un «libre-échange». Il faut parler clairement, quels secteurs de l'économie sous quelles conditions seront libéralisés ou dérégulés. Sinon, c'est un manque du droit décisionnel démocratique de la communauté.» (Rudi Berli)

(Traduction Horizons et débats)

LAgr – un aspect très important – c'est-à-dire qu'elles doivent avoir une base démocratique. Selon notre initiative (al. 5a), il doit s'agir d'«organisations paysannes», c'est-à-dire qu'elles ne doivent pas être impliquées dans la commercialisation ou la transformation. Cet aspect est d'ailleurs déjà ancré dans la loi (art. 9 al. 1b LAgr), mais sans être appliqué. Par exemple, la fédération des Producteurs suisses de lait (PSL) n'est en réalité pas une organisation paysanne, mais un mélange d'intérêts différents et de conflits d'intérêts. Dans le comité et la direction, il y a des représentants de la transformation, de la vente et de la production, la plupart d'entre eux étant tout à la fois. Cela ne peut pas fonctionner, ils n'ont aucun intérêt à mettre en place un contrôle de quantité en fonction de la demande pour permettre une bonne valeur ajoutée. La branche laitière est un secteur très important touchant la moitié des exploitations agricoles suisses.

Nous ne voulons pas d'économie planifiée, mais une démocratisation. Une organisation représentative doit, d'après notre compréhension, fonctionner selon le principe un producteur – une voix, avec des membres individuels, pas des structures avec des associations entières menant à des conflits d'intérêts. La Confédération peut régler cela, en ne soutenant que des organisations, dans lesquelles règnent des rapports démocratiques.

Pas de contradiction avec les accords internationaux, mais une marge de manœuvre vers le haut du Conseil fédéral L'initiative exige dans l'alinéa 7 que «pour maintenir et développer la production locale, elle [la Confédération, ndt.] prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés et en règle les volumes d'importation». N'est-ce pas en contradiction avec les dispositions de l'OMC ou d'autres accords internationaux de la Suisse?

Non, pas du tout. Cela est déjà réglé aujourd'hui. Le Conseil fédéral fixe des prix de seuil (art. 20 al. 1 LAgr). Le prix de seuil est le prix d'importation espéré, qui se définit par le prix mondial, la surtaxe douanière et d'autres taxes (art. 20 al. 2). C'est un instrument politique. Le Conseil fédéral a fixé par exemple le prix de seuil des fourrages tellement bas que la production indigène ne vaut plus la peine, avec seulement environ 10% de supplément *Swissness* sur les prix mondiaux. Ce serait très facile à changer. C'est comme si l'on fixait les salaires suisses sur la base d'un salaire mondial moyen en y ajoutant 10%.

C'est-à-dire que la Suisse a aujourd'hui, malgré l'OMC et d'autres accords, encore relativement beaucoup de liberté?

Selon l'OMC, il y a des contingents en franchise dans le secteur des céréales,<sup>2</sup> tout le reste est soumis à des prix de seuil.

### Les contrôles de la qualité devraient être intensifiés à la frontière

L'initiative exige à l'alinéa 8 le prélèvement de droit de douane et même l'interdiction de l'importation pour les produits ne correspondant pas aux normes suisses. Les adversaires de l'initiative n'ont-ils pas un peu raison, en affirmant qu'il sera assez compliqué de contrôler la qualité des produits à la frontière?

Aujourd'hui déjà, on contrôle beaucoup, pas seulement la quantité. Il faut également déclarer la qualité, si c'est du blé bio d'Argentine ou du soja brésilien ...

Contrôle-t-on également si c'est réellement bio?

Oui, en ce qui concerne les OGM (organismes génétiquement modifiés). On importe beaucoup de fourrage sans OGM. Agroscope (Centre de compétence de la Confédération pour la recherche agricole) prend des échantillons de soja.

### Les interdictions d'importation ne sont pas une invention des auteurs de l'initiative

Oui, nous nous sommes exprimés dans les urnes à ce sujet: Pas de génie génétique dans l'agriculture. Donc, n'admettons-nous aucun fourrage OGM dans le pays?

Juste. Tout fourrage importé doit être sans OGM, à part d'un peu de contamination. Mais des produits finis comme la mozzarella d'Italie peuvent contenir des OGM.

Donc, l'exigence de l'initiative à l'alinéa 8 – la Confédération peut interdire l'importation de produits agricoles et de denrées alimentaires importés non conformes aux normes suisses – n'est pas nouveau.

Merci beaucoup de cet entretien. • (Propos recueillis par Marianne Wüthrich)

<sup>1</sup> Loi fédérale sur l'agriculture (Loi sur l'agriculture, LAgr) du 29 avril 1998 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2018)

<sup>2</sup> LAgr art. 21 sur les contingents tarifaires se réfère sur la loi fédérale du 9 octobre 1986 sur le tarif de douanes.

# L'UE et l'Europe sont deux choses différentes, L'AELE nous montre la voie à suivre

par Winfried Pogorzelski

En Europe, de mauvaises habitudes se sont établies dans le langage et la politique: Les politiciens, les journalistes les spécialistes et même une grande partie des citoyens ne distinguent plus entre l'«Europe» et l'«Union européenne (UE)». Pourtant, chaque écolier apprend encore la définition correcte: l'Europe est un continent avec 46 Etats souverains, dont le territoire est entièrement ou en partie situé sur le continent européen. L'UE est une union politique et économique de seulement 28, bientôt 27, Etats européens. Leurs institutions et leurs fonctionnaires disposent d'importantes compétences (politique commerciale, financière et militaire) restreignant fortement la souveraineté des Etats membres. Uniquement les membres du Parlement européen, n'ayant pas même le droit à lancer une initiative législative, sont élus directement par les citoyens de l'Union tous les cinq ans.

De plus en plus fréquemment, tout commentaire critique envers l'UE est qualifié

en bloc comme étant «europhobe» ou «anti-européen». Exemple: le conseiller national *Cédric Wermuth* (PS) prétend dans la «Aargauer Zeitung» du 27 août: «L'évolution [ici: vers plus de libéralisme, de nationalisme, d'hostilité envers les réfugiés et de démantèlement des services publics, W.P.] est un drame pour les pro-européens.» Mais dites-moi, qu'est-ce que c'est qu'un pro-européen? Est-ce un socialiste de la sorte d'un M. Wermuth ou tout membre du parti socialiste suisse? Quiconque ne partage pas ces vues est tout simplement «contre l'Europe»? Certainement pas!

Quelle Europe «les européens» ont-ils le droit de vouloir? Une Europe d'Etats nations fortement restreints dans leur souveraineté, caractérisée par un libre-échange illimité, par la libre circulation de toutes les personnes, par l'intégration dans l'alliance militaire de l'OTAN dominée par les Etats-Unis? Apparemment, ce n'est pas ça non plus! Car même

les Etats-membres, leurs partis, leurs citoyens ne sont pas tous d'accord avec ces questions fondamentales de grande actualité. L'évolution actuelle en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Autriche et en Italie le démontre clairement.

Davantage de distinctions sont nécessaires: il est objectivement faux et relève de la propagande quand des politiciens de tous bords s'accaparent sans états d'âme la notion d'«Europe». De toute évidence, cela sert des intérêts partiaux. Ainsi, on élimine tous les aspects qui ont fait de l'Europe un modèle de réussite dans le monde: la promotion de la souveraineté nationale, la démocratie, l'Etat de droit, le pluralisme, la liberté et la paix.

Une alternative, fonctionnant au mieux depuis des décennies, mais de laquelle on parle peu à l'heure actuelle est l'*Association européenne de libre-échange (AELE)* fondée en 1960. L'Island, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse se sont réunis au sein d'une

organisation de libre-échange, prouvant ainsi qu'il existe des alternatives à ce que les partisans du moloch bureaucratique et antidémocratique de l'UE tentent de nous faire croire: les Etats membres de AELE restent souverains et démocratiques – la Suisse gardant même sa démocratie directe. Ils appliquent entre eux le libre-échange au profit de leur développement économique pour assurer la prospérité et l'indépendance du pays pour le compte de leurs citoyens. Ainsi, ils sauvegardent leur liberté individuelle de conclure ou de résilier des accords commerciaux. Ils préservent et cultivent ainsi les acquisitions intellectuelles positives de l'Europe. En effet, cela est de loin préférable plutôt que de tenter de jouer un rôle au sein d'une grande puissance (avec des possibilités de participation minimales), et d'être livré pieds et poings liés aux manœuvres d'un système antidémocratique, centraliste est de plus en plus fragile. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Nous devons empêcher le marché ...»  
suite de la page 5

avec l'UE et d'autres Etats est erronée. L'initiative n'exige rien de révolutionnaire. Rudi Berli: «Dans cette initiative, nous exigeons avant tout un haut degré d'autosuffisance, c'est-à-dire qu'elle doit être supérieure à 50%, comme cela est le cas aujourd'hui. Nous ne voulons plus de démantèlement de l'autosuffisance. Sans protection à la frontière, nous n'aurions plus d'agriculture depuis longtemps, car nous avons un niveau des coûts plus élevé que l'UE. Sinon, le marché mondial, la concurrence globalisée avec son impact négatif sur les hommes, les animaux et l'environnement vont détruire notre approvisionnement et notre agriculture paysanne.»

**Rapport sur l'agriculture mondiale: les paysans du monde entier veulent l'autosuffisance locale et la protection des frontières au lieu du libre-échange agricole**

*Sabine Gorgé, SRF:* «L'initiative exige que la Confédération effectue des contrôles aux frontières, exige des droits de douane plus élevés pour les produits conventionnels, protège les produits nationaux et qu'elle puisse interdire l'importation de denrées alimentaires, si elles n'ont pas été produites conformément aux normes sociales et écologiques suisses. Rudi Berli, une sorte de «Switzerland first?»»

*Rudi Berli:* «Précisément. C'est ce que les agriculteurs du monde entier exigent. Ils veulent d'abord gérer leur marché local et approvisionner leur propre marché. Cela est logique pour toute les parties du monde.» Cela est conforme aux conclusions et aux exigences du Rapport de l'agriculture mondiale.

**Davantage de contrôles suite à l'initiative?**

*Duri Campell:* «Aujourd'hui déjà, chaque entreprise suisse est inspectée une à quatre fois par an. Imaginez-vous, si le contrôle de la production s'y ajoutait et que nos contrôleurs traverseraient également les frontières. [...] Des contrôles jusqu'à l'épuisement ...»

*Rudi Berli:* «Non, non, nous avons déjà un bon système douanier intelligent protégeant la production nationale, par exemple pour les légumes et les fruits: si la production nationale suffit pour approvisionner la population, les droits de douane augmentent, et si nous ne produisons pas assez, la frontière s'ouvre. C'est exactement ce que le Conseil fédéral veut éliminer avec les accords de libre-échange, il dit que nous devons devenir de plus en plus compétitifs. C'est au détriment de l'autosuffisance.»

**L'initiative apportera-t-elle des produits plus chers pour les consommateurs?**

Certains opposants à l'initiative craignent des prix plus élevés dans les magasins, si les agriculteurs reçoivent de meilleurs prix pour leurs produits. Cependant, les auteurs de l'initiative ne veulent pas que les agriculteurs obtiennent davantage des consommateurs, mais, de la part des grands distributeurs. Bien

entendu, Duri Campell a raison lorsqu'il dit: «Les bons produits coûtent plus cher et c'est tant mieux. Et nous sommes très reconnaissants à ceux qui les consomment. Mais je comprends également les familles n'ayant pas les moyens financiers. Nous devons donner aux consommateurs la possibilité d'acheter ce qu'ils pensent être bon et ce qu'ils peuvent se permettre.» Car en Suisse aussi, de nombreux retraités et familles doivent gérer leur argent avec parcimonie.

Rudi Berli répond: «Il ne s'agit pas de prix plus élevés [pour les consommateurs], mais d'une part plus importante pour les agriculteurs. Quand jadis le lait était vendu à 1,50 francs en magasin, le paysan recevait presque 1 franc. Aujourd'hui, il a encore 60 centimes pour lui. Si l'on double le prix du blé panifiable, ce que nous voulons, nous avons un revenu décent et nous pouvons continuer à exploiter nos fermes.»

**Entretien du paysage ou production paysanne?**

Selon Duri Campell, avec la Politique agricole 14–17, les prix s'adaptent plus ou moins aux prix du marché mondial. Les paysans ne peuvent toutefois pas se faire concurrence – à l'exception de quelques produits de niche sélectionnés. C'est pourquoi ils reçoivent de la Confédération – selon le conseiller fédéral *Johann Schneider-Ammann* plus que provisoirement – des paiements directs pour la conservation des espèces et l'entretien du paysage. «Ce que *Uniterre* veut faire», déclare Duri Capell, «c'est un retour aux subventions des produits. Ce serait peut-être plus juste. Mais toutes les réalisations de l'agriculture, telles que la biodiversité et l'entretien du paysage, devraient être abandonnées.»

Les auteurs de l'initiative, quant à eux, maintiennent leur point de vue selon lequel la grande majorité des paysans suisses veulent

produire. Rudi Berli: «Personne ne parle de subventions des produits. [...] En vente directe, je produis à bas prix pour mes clients et j'obtiens un revenu décent. Les producteurs de lait suisse, par contre, ne reçoivent des grands transformateurs pas même suffisamment pour couvrir leurs frais, sans parler d'un revenu. Maintenant, c'est le moment de mettre un terme à tout cela!»

**«Nous favorisons le changement structurel en inversant la direction»**

A l'affirmation de Duri Campell qu'en s'éloignant de la Politique agricole 14–17, l'initiative promeut précisément le changement structurel qu'elle veut éviter, Rudi Berli répond: «Nous favorisons le changement structurel en inversant la direction. Nous voulons attirer davantage de gens à la campagne, c'est également une mission législative existante, de promouvoir la durabilité par le peuplement décentralisé de la campagne. Il faut donc davantage de personnes avec un cœur pour l'agriculture. Nous ne pouvons pas exiger toujours plus de produits écologiques sans développer en même temps la durabilité écologique et des prix équitables ... Il n'existe pas d'écologie gratuite. Mais cela ne coûte certainement pas davantage au consommateur. Si vous organisez la production dans les régions en fonction de la demande, alors vous pouvez produire à bon marché. Nous le prouvons chaque jour dans nos exploitations.» •

<sup>1</sup> Radio SRF, *Tagesgespräch* du 3/9/18, avec Rudi Berli du comité d'initiative «Pour la souveraineté alimentaire», co-directeur du syndicat paysan *Uniterre* et maraîcher bio ainsi que Duri Campell, conseiller national PBD (GR), agriculteur et membre du comité paysan opposé à l'initiative. Animation: Sabine Gorgé

Une agriculture locale et diversifiée, pour une alimentation saine et sans OGM.

**OUI**  
**À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

23 septembre 2018

www.souverainete-alimentaire.ch

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

# «Chemins d'espérance» de Jean Ziegler

par Peter Küpfer, journaliste indépendant, collaborateur de la rédaction



comme toujours engagé et combatif et – malgré des faits et chiffres oppressants – prudemment optimiste.

Dans sa dernière publication, le politologue suisse engagé, militant en faveur des droits de l'homme et de la dignité humaine tout au long de sa vie, dresse un bilan. Le sous-titre de son livre est donc «Ces combats gagnés, parfois perdus mais que nous remporterons ensemble». Ziegler y traite principalement ses propres expériences en présentant, en plus, des faits et des chiffres choquants. L'accent est mis sur ses voyages, ses entretiens et ses réflexions faites en tant que Rapporteur spécial auprès des Nations Unies pour le droit à l'alimentation (de 2000 à 2008), puis comme membre et vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (de 2009 à 2012). L'auteur, courageux et s'opposant au capitalisme mondial moderne, soumet ce qu'il a entrepris et vécu dans ces deux domaines d'activité à une réflexion personnelle, une sorte de bilan politique, sur un ton critique, parfois également autocritique. Il le fait en désignant les évolutions socio-historiques ayant conduit aux injustices criantes qui caractérisent nos rapports économiques au niveau global – dans un langage direct et parfois volontairement émotif de l'auteur – comme une honte. Dans ses dédicaces ainsi que dans la préface et la postface, l'auteur s'insère dans la longue lignée des activistes intellectuels et politiques dont nombreux payèrent de leur vie leur long combat en faveur des droits de l'homme et de la dignité humaine. Parmi eux se trouve Sergio Vieira de Mello, ami de l'auteur et ancien Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. En 2003, dans l'exercice de son mandat à Bagdad, il a succombé, ensemble avec 21 collaborateurs, à un attentat aux explosifs perpétré par le camp djihadiste.

Vieira de Mello avait tenté, dans la période précédant ce lâche assassinat, d'améliorer le sort de la population civile à un moment où les relations politiques entre les Etats-Unis et l'Irak occupé par eux étaient au plus bas. Sa volonté d'aider la totalité des personnes concernées, à l'instar d'Henry Dunant sur le champ de bataille de Solferino, fut probablement sa sentence de mort.

## Des chiffres choquants

Ziegler part de l'idée que la Troisième Guerre mondiale a déjà commencé il y a longtemps et a causé un grand nombre de victimes, un multiple de ce que les catastrophes de la Première et de la Seconde Guerre mondiale ensemble ont coûté en vies humaines. Ziegler affirme qu'aujourd'hui, les fronts ne se tracent plus seulement entre les pays et les alliances politiques. Pour lui, les guerres menées de nos jours sont dans le fond des guerres économiques, des guerres des riches contre les pauvres. D'un côté, il y a des oligarques perfectionnés à l'extrême et nullement freinés par des normes éthiques qui – dans le contexte de la globalisation des marchés mondiaux – maximisent leurs profits sans tenir compte des victimes que coûtent leurs pillages. A l'instar de l'Empire allemand qui, à l'époque des Fugger [dynastie bancaire allemande du temps de la guerre des Trente Ans, ndt.] dépendait de leurs prêts, ce sont à notre époque des Etats et des empires entiers qui, suite à leur endettement, dépendent d'oligarques. De l'autre côté, il y a les populations abandonnées et démunies de toute défense, en particulier les pays pauvres du monde entier. Le capitalisme prédateur moderne ravage le monde entier. Toutes les sept secondes, un enfant meurt des conséquences de cette guerre économique à dimension mondiale menée sans scrupules par une élite aux dépens du reste de l'humanité: ils meurent suite à la malnutrition, le manque d'eau et d'aide médicale. Aujourd'hui, une poignée de personnes appartenant à cette couche extrêmement riche – que l'on pour-

rait confortablement placer dans un bus – disposent de la moitié de la fortune mondiale. Les huit milliards et demi de personnes restantes composant la population mondiale doivent se partager l'autre moitié, ce qui signifie que pour une grande partie d'entre eux, la vie consiste dans la difficulté quotidienne de trouver suffisamment de nourriture pour survivre un jour de plus avec leur famille. Dans le monde entier, «85 personnes ultra riches disposent d'une fortune qui dépasse celle des 3,5 milliards d'habitants les plus pauvres de la planète», écrit Ziegler (p. 301).

## Création de l'ONU ...

L'auteur souligne à maintes reprises, que cela contredit diamétralement les principes et les objectifs de l'ONU. Il rappelle que ceux-ci ont été conçus au cours de l'année la plus sombre de la Seconde Guerre mondiale, en 1941, par Winston Churchill et le président américain de l'époque Franklin D. Roosevelt, sur le navire de guerre américain Augusta, au large des côtes orageuses de Terre-Neuve. Cette ébauche aurait par la suite constitué l'essence même de la Charte des Nations Unies et du fonctionnement de cette institution. Quatre principes constituant aujourd'hui encore les objectifs de l'ONU auraient été clairement définis à cette occasion déjà. Ils sont contenus dans le Préambule de la Charte et sont toujours en vigueur aujourd'hui. Compte tenu de l'horreur et de l'absurdité des souffrances de la Seconde Guerre mondiale, la Charte affirme que les Etats membres, entre-temps au nombre de 193, affirment qu'à l'avenir ils s'engageront à faire en sorte que

- le fléau de la guerre qui, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, a infligé à l'humanité deux fois des souffrances indicibles soit banni pour toujours;
- tous les membres de la famille humaine, indifféremment de leur naissance, leur nationalité, leur race, leurs convictions, leur sexe, leur situation politique et économique puissent exercer leur droit fondamental à revendiquer le respect de leur dignité humaine et de leur valeur en tant qu'être humain;
- des conditions soient créées pour préserver la justice et le respect des obligations découlant des traités et d'autres sources du droit international (par exemple le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes);
- dans le monde entier la justice sociale et un meilleur niveau de vie soient accessibles dans la liberté à tous les habitants de la terre.

## ... et son impuissance

Chaque observateur du cours du temps, chaque lecteur de journal, toute personne suivant l'actualité quotidienne à la radio ou à la télévision ne contestera le jugement accablant de Ziegler sur l'inefficacité de l'ONU malgré ses objectifs louables: la faiblesse de l'ONU est évidente. Selon ses propres déclarations, l'auteur a également surestimé l'impact de l'ONU avant d'apprendre à connaître cette organisation de l'intérieur lors de son engagement de haut fonctionnaire onusien. Aujourd'hui, comme le souligne Ziegler, le principe de la loi du plus fort prévaut partout dans le monde, de manière incontestée, et non pas les principes de la résolution pacifique des conflits. Pour l'auteur, la principale raison est que l'ONU, notamment suite au grand pouvoir du Conseil de sécurité, a été et demeure depuis sa fondation, un instrument entre les mains des puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale. Leur droit de veto peut annuler toute intervention en faveur de la paix, tout verdict prononcé à l'égard des destructeurs manifestes de la paix. Ces mesures sont pourtant prévues par les principes de l'ONU. Le droit de veto, avec lequel notamment les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont bloqués mutuellement pendant la guerre froide, ayant entraîné des souffrances indicibles au détriment des peuples dans les zones d'influence déjà définies en 1945 en Crimée. L'auteur dresse la liste complète des interventions militaires menées par les deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sans montrer la moindre hésitation face à leur violation continue des principes de l'ONU.

Du côté communiste, ce fut notamment la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, les interventions en Afghanistan, en Tchétchénie et le soutien des dits «mouvements de libération» en Afrique et en Amérique du Sud. Du côté occidental, ce sont les innombrables interventions armées des Etats-Unis dans leur «arrière-cour» des «républiques bananières» d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, où l'intervention armée directe ou indirecte des Etats-Unis a promptement suivi dès qu'un gouvernement se montrait plus attentif envers les réels intérêts de la population dans son ensemble qu'envers les régimes autoritaires soutenus par les Etats-Unis. Le but de ces interventions était toujours le même: le maintien ou la reconquête de privilèges en faveur des grandes entreprises productrices américaines et des élites financières locales hautement corrompues avec lesquelles elles étaient associées (pour Ziegler, l'exemple du Chili sous Allende représentant un cas exemplaire).

## Contre la pensée impérialiste

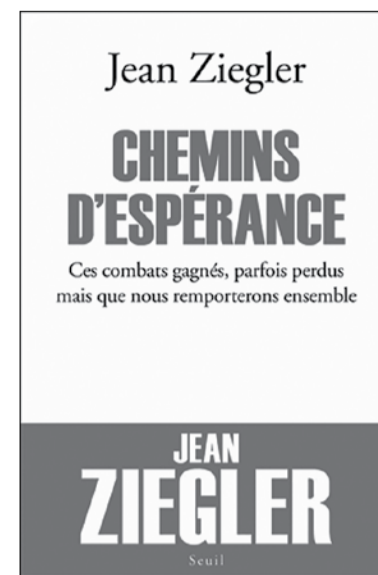
Ziegler mobilise des faits, des chiffres et des développements qui sous-tendent la thèse principale représentée dans son livre: dans de nombreuses écoles de pensée d'obédiences politiques (ou philosophiques) et de think-tanks prévalent toujours et encore les catégories de suprématie mondiale et de création de grands centres de pouvoir faisant obstacle à une entente pacifique lors de conflits. Cela émane de la conviction que finalement seuls les empires peuvent maintenir le destin des gens dans des canaux calmes, de préférence par un empire mondial.

Comme témoin de cette pensée, Ziegler mentionne Henry Kissinger, conseiller politique de longue date du gouvernement américain sous Richard Nixon, alors Secrétaire d'Etat. Kissinger avait vu et propagé les Etats-Unis comme une puissance en passe de devenir définitivement la puissance mondiale. A l'instar de l'Espagne, des Pays-Bas, puis de la Grande-Bretagne qui régnaient sur le monde dans le passé – en cultivant un potentiel militaire terriblement efficace avec l'or volé et les moyens financiers qui en découlaient –, les Etats-Unis, principal bénéficiaire de la Seconde Guerre mondiale et sortis intacts de la guerre froide, se sont finalement développés en un nouvel empire revendiquant la domination mondiale.

Mais le réel empire, comme l'auteur le répète encore et encore, ne sont pas de nos jours les divers blocs de pouvoir politico-militaires, mais l'empire financier international œuvrant de manière impitoyable et cynique et imposant aux Etats, encore plus inconditionnellement que les anciennes structures de pouvoir, la loi de leurs actions. Ses auxiliaires, telles que la Banque mondiale, le Fond monétaire international, les consortiums de fonds spéculatifs et les grandes bourses, ainsi que les nombreux gouvernements rendus économiquement dépendants et des élites enclines aux pots-de-vin fonctionnent désormais conformément à leurs lois.

De multiples exemples tirés de l'histoire récente illustrent cela dans le livre de Ziegler. Notamment ses activités en Palestine, où il a courageusement pointé du doigt les omissions systématiques, les négligences, l'intimidation active et l'oppression de la population palestinienne de la part du gouvernement israélien, montrent également l'ampleur de la répression, allant jusqu'au meurtre ciblé contre ceux exigeant avec insistance le respect de la Charte des Nations Unies et la protection des droits humains pour tous les habitants du monde.

D'autres exemples impressionnants de pays d'Afrique et d'Amérique latine, étayés par des faits et des chiffres, illustrent les ravages de la guerre économique mondiale des riches contre les pauvres décrite par Ziegler. Aujourd'hui et dans le passé, dans le monde entier, des populations sont systématiquement assassinées ou contraintes à fuir, souvent en grand nombre, à cause de grandes multinationales voulant «acquérir» (ou s'acquerir) à prix cassé les terres ou les mines de matières premières appartenant aux habitants locaux. Cela pour décrire les «batailles



ISBN 978-20212-8876-6

perdus» que Ziegler mentionne dans le sous-titre de son dernier livre.

## Quoi d'autre?

Qu'est-ce qui s'y oppose? Contre le sombre bilan, qui fait de temps en temps également désespérer l'auteur, il y a pour Ziegler deux principaux vecteurs d'espoir.

L'un d'eux est une ONU renforcée, profondément réformée de l'intérieur, réfléchissant à ses principes fondamentaux et équipée de manière à les défendre en cas de nécessité. Elle ne doit plus être l'instrument entre les mains des anciennes puissances victorieuses d'une terrible guerre mondiale, mais doit se transformer en une véritable institution dotée de pouvoir, où tous les Etats membres se trouvent sur un même pied d'égalité et pour lesquels la paix dans ce monde est leur véritable et honnête préoccupation. Ziegler ne place donc ses espoirs pas seulement dans de simples réformes du fonctionnement du Conseil de sécurité (abolition des diktats de facto et de jure des puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, élargissement du nombre de ses membres et prise de décision véritablement démocratique au Conseil de sécurité selon le principe de majorité). Il propose également que l'ONU, «en tant que porteuse du bien commun universel», doit avoir le droit, voire le devoir, de mener en dernière instance même une action humanitaire armée envers des gouvernements violant systématiquement les droits fondamentaux de leurs citoyens (p. 293). Kofi Annan avait remis ces principales propositions de réforme de l'ONU à son successeur. Maintenant, tout dépend de la question «si la société civile internationale peut exercer suffisamment de pression pour forcer les Etats à mettre en œuvre la réforme élaborée par Kofi Annan» (p. 293).

Il y a encore un second espoir, dont Ziegler attend encore davantage: l'avènement d'une «société civile planétaire», exigeant de plus en plus résolument le respect des droits de l'homme partout dans le monde: «D'innombrables mouvements sociaux, de syndicats, d'organisations non gouvernementales et de combattants isolés» (p. 304) exigent aujourd'hui le respect des droits de l'homme dans le monde entier. «La nouvelle société civile planétaire n'obéit ni à une ligne de parti ni à un quelconque comité central. [...] L'ordre mondial en vigueur est fondé sur la concurrence, la domination et l'exploitation. La force motrice de la société civile est la conscience de l'identité de tous les êtres humains. Sa pratique est celle de la solidarité, de la réciprocité, de la complémentarité entre les individus», écrit Ziegler (p. 304). L'auteur fait référence à Emmanuel Kant, et à la réalité déjà considérée comme fondamentale par Kant, que les êtres humains dans le monde entier sont aujourd'hui encore doués de raison. Celle-ci exige que toute personne veut ou doit vouloir la paix, pour ne pas se faire du mal. Ce bon sens social, permettant de négocier équitablement les conflits, doit être renforcé. Il va de pair avec le renoncement de penser en catégories d'empires. «Souvenons-nous d'Emmanuel Kant. L'humanité faite à autrui détruit l'humanité en moi.» (p. 304) En revanche, Ziegler compte sur le pouvoir des êtres humains pour se créer des condi-

# «Les idées politiques vont et viennent, les enfants restent»

## Visite d'une école russe spécialisée

par Maria Koch

Dans «Horizons et débats» n° 20, nous avons présenté nos impressions sur la visite d'un grand centre d'accueil pour enfants à Peterhof, près de Saint-Petersbourg. Nous, un groupe de pédagogues, de pédagogues spécialisés et de pédagogues sociaux, avons également visité une école publique spécialisée à Peterhof. Nous voulions savoir comment le système scolaire russe promeut et scolarise les enfants handicapés.

Café et gâteau, fruits et biscuits – un accueil chaleureux le matin dans le bureau de la directrice. Madame Viktoria Gnezdilova, et quelques-unes de ses collaboratrices prennent le temps de nous informer en détail sur l'école et de répondre à nos questions. Nous apprenons que l'école scolarise 500 enfants. Nous sommes étonnés : une si grande école avec des enfants en difficulté d'apprentissage ou avec des troubles de comportement – comment est-ce possible? En Suisse et en Allemagne, nous n'avons pas l'habitude d'un tel nombre d'élèves dans les écoles spécialisées. Les enfants viennent en partie du Centre d'accueil N°1,<sup>1</sup> la plupart habitent cependant chez eux – répartis dans toute la ville – et viennent à l'école en bus scolaires ou par les transports publics. Les élèves sont enseignés dans 32 classes et sont répartis selon le degré de leur handicap – léger, moyen ou grave.

### Examens obligatoires et préparation à la vie

Jusqu'à la 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> classe, les élèves apprennent les mêmes matières que les élèves des classes normales. En mathématiques et en russe, ils participent aux mêmes examens obligatoires que tous les élèves des classes normales doivent passer en Russie. On leur octroie uniquement une demi-heure supplémentaire. A la fin de leur scolarité, on les prépare à un métier. Les entreprises sont – nous le savons depuis notre visite dans le centre d'accueil – prêtes mais également contraintes de former des élèves d'écoles spécialisées. Là aussi, on nous confirme qu'elles le font volontiers, car elles ont fait de bonnes expériences

avec ces écoliers. Majoritairement, ils font un apprentissage simplifié (avec attestation de formation professionnelle) dans les métiers de l'artisanat, tels boulanger, concierge, boucher, mécanicien pour voitures, coiffeur ainsi que vendeur ou logisticien. Cet éventail de métiers correspond plus ou moins au nôtre – nos élèves faibles apprennent un de ces métiers après avoir été, soit dans une classe normale, soit dans une classe ou école spécialisée. En tout cas, on accorde, également en Russie, une grande importance au fait que tous les élèves trouvent une solution adéquate à la fin de leur scolarité, afin qu'ils puissent apprendre à maîtriser leur vie de manière autonome.

Puis, on nous fait visiter tout ce grand établissement scolaire. De nombreuses portes sont ouvertes, nous pouvons observer des séquences de cours, recevoir un aperçu d'une leçon de sport, observer les élèves pendant les travaux manuels. Les salles de classe sont claires, sympathiques et équipées de manière fonctionnelle avec des ordinateurs et des vidéoprojecteurs modernes. Les murs sont décorés avec des travaux d'élèves et du matériel d'illustration se rapportant au cours. Nous participons à des leçons de mathématiques et de russe de différents niveaux. Notre traductrice Elena nous accompagne partout et traduit mêmes des extraits de leçons, des dialogues entre les enseignantes et les élèves, pour que nous puissions bien comprendre de quoi il est question. L'enseignement se déroule partout calmement, dans une bonne ambiance. Les élèves sont vivaces et très divers dans leurs comportements comme partout, mais restent concentrés sur les sujets traités.

### Un enseignement soigneusement structuré au niveau méthodique et didactique

Ce qui nous frappe est l'enseignement soigneusement structuré au niveau méthodique et didactique. Du facile au plus difficile, du simple au plus complexe, du concret à l'abstrait, toujours bien adapté aux capacités des élèves. Dans toutes les leçons auxquelles

nous participons, l'enseignement se fait avec la classe entière, tous les élèves apprennent ensemble. Les enseignantes – toutes vêtues de manière chic et élégante – dirigent les élèves, elles sont aimables et visiblement en bons rapports avec les élèves, calmes et conséquentes, toujours objectives et factuelles. Nous observons un enseignement se développant par des questions et des réponses, suivi par des séquences guidées où les élèves tentent de trouver des solutions aux problèmes posés. Les phases d'approfondissement personnel se font en partie en groupes. Les pédagogues spécialisées de notre groupe nous rendent attentifs au fait que le niveau des contenus est relativement élevé pour de tels élèves. Ainsi, les enfants de deuxième classe utilisent déjà les termes techniques corrects en mathématique comme addition et soustraction, multiplication et division. Au mur se trouve une représentation schématique de ces opérations avec les termes techniques correspondants. Pendant la leçon, les élèves travaillent à l'aide de ce schéma.

Il est évident qu'après notre visite, nous ne pouvons pas nous permettre de donner une évaluation définie concernant le niveau des élèves de cette école, voire des écoles spécialisées «russes». Pourtant cet aperçu nous permet de dire qu'en mathématiques et en langue (russe) le niveau des élèves est bon.

### Ambiance entre élèves et au sein de l'école

Comme mentionné précédemment, les enfants sont attentifs et savent bien se concentrer sur ce qu'ils font. Nous n'avons remarqué aucun problème de discipline, hormis quelques bavardages ou des regards par la fenêtre. Et quelle est la situation dans les couloirs d'une école spécialisée de 500 élèves? Pendant les pauses, les élèves se promènent paisiblement dans le bâtiment, seuls ou en petits groupes, en bavardant, en riant et en exprimant leur curiosité de savoir d'où viennent les visiteurs. L'ambiance est détendue et amicale. Quelques élèves portent un uniforme scolaire ou une partie d'uniforme, d'autres sont habillés selon leur propre goût. On nous explique que l'uniforme est la règle en première classe et qu'à partir de la deuxième, il est facultatif. Quelques élèves continuent à le mettre en entier ou en partie, d'autres pas. Le bâtiment scolaire est plutôt petit pour ce grand nombre d'élèves, chaque salle est utilisée. Pourtant, nous ne voyons ni chamailleries, ni barbouillages, ni traces de vandalisme, comme nous le connaissons malheureusement si souvent dans les collèges uniques allemands ou dans les quartiers de zones d'éducation prioritaire.

### De la vie scolaire à l'histoire universelle

Une salle dans l'école est dédiée uniquement à l'histoire. L'enseignante responsable nous montre et explique sa façon d'intéresser les élèves à l'histoire : des événements par rapport au développement de l'école et de la vie scolaire sont représentés sur des tableaux muraux et mis en contexte avec l'histoire de la ville, de la région et du pays. De cette manière, les enfants sont introduits à l'histoire de leur patrie, leur région et leur pays. Ils apprennent à se lier à leur terre natale, obtiennent un aperçu des contextes et développements historiques – de leur entourage personnel jusqu'à la grande histoire – et développent une fierté de ces nouvelles acquisitions.

### Plus d'élèves

#### en établissement d'éducation spéciale

Dans une des salles de classe, nous sommes généreusement invités à un riche et excellent repas de midi. Entre la soupe et le plat principal se développent des discussions intéressantes et parfois surprenantes. Nous apprenons que le nombre d'élèves nécessitant une éducation spéciale augmente. Comme cause Mme Gnezdilova énumère quelques ressemblant en partie de manière surprenante à celles dans nos pays :

Davantage de bébés prématurés survivent grâce à de meilleures possibilités médicales. Cela est vrai chez nous aussi. Les bébés nais-

sant trop tôt souffrent souvent d'un handicap mental ou de troubles du développement. Selon la directrice de l'école, il y aurait dans les familles de plus en plus de problèmes, entre autre parce que les parents sont moins attentifs. En outre, la tradition de l'école est interrompue : à l'époque, on avait plus de temps pour approfondir un sujet, aujourd'hui on ne traite qu'une partie d'un thème, puis on va déjà au suivant. Cela mène à des problèmes d'apprentissage accrus et plus compliqués. De même, les raisons familiales et scolaires pour les difficultés d'apprentissage ressemblent de plus en plus aux développements de nos pays occidentaux. Cela vaudrait la peine d'étudier ces aspects plus profondément. Une raison de plus pour une prochaine visite dont nous nous réjouissons d'avance.

### Davantage de garçons que de filles

Nous apprenons également qu'en Russie aussi, il y a davantage de garçons que de filles dans les écoles spécialisées. Chez nous aussi c'est frappant depuis des années. Dans un autre contexte, nous apprenons qu'en Russie – comme chez nous – les filles apprennent généralement mieux et atteignent à des formations scolaires plus élevées que les garçons. Pourquoi en est-il ainsi? Les raisons sont-elles similaires dans les deux pays? Et que peut-on faire pour aider les garçons? Ces questions restent également sans réponses et invitent à la discussion.

En parcourant l'école, nous remarquons qu'il n'y a que très peu d'enseignants masculins. La directrice nous confirme cette impression : en Russie, il y a davantage d'enseignantes que d'enseignants. Elle aussi est d'avis qu'un plus grand nombre d'hommes à l'école ferait du bien aux élèves. Cette discussion est également connue dans nos pays occidentaux.

Lors du dessert, nous arrivons à l'inévitable question de l'inclusion. Nous apprenons qu'on la discute en Russie aussi de manière véhémente. Mme Gnezdilova pense qu'il est problématique qu'un élève entre dans une école sans être capable de suivre les cours. Elle raconte qu'à Moscou, on a essayé d'instaurer l'inclusion. L'essai a échoué et on l'a interrompu. «Les idées politiques vont et viennent, les enfants restent», déclare la directrice pragmatiquement.

Nous espérons qu'elle a raison. Quelques mois plus tard, nous apprenons que dans la région de Vladimir l'inclusion a été introduite de manière obligatoire. Cette question aussi invite à rester en contact et à approfondir le débat.

### Enracinement dans sa propre culture

Après le repas, nous sommes invités à assister à la représentation d'une pièce de théâtre jouée spécialement à notre attention. Il s'agit d'un ancien conte de fée russe présenté avec des costumes folkloriques et de la musique correspondante. Une fois de plus, en tant que visiteurs suisses et allemands, nous sommes frappés de voir avec quelle assurance et naturel cette école russe soigne la tradition populaire et la culture du pays, ce qui permet aux enfants et aux adolescents d'être introduits dans la vie avec une fierté naturelle. Dans nos pays cela manque, en Allemagne encore davantage qu'en Suisse. On préfère s'occuper de musique venant de la culture anglo-saxonne ou on organise des fêtes multiculturelles. Il n'y a rien à objecter contre le fait de connaître d'autres cultures, mais les enfants ne devraient-ils pas d'abord être enracinés dans leur propre culture avant de partir à la découverte du monde? Voilà encore une question valant la peine d'être approfondie.

C'était une journée bien remplie, nous avons pu bénéficier d'aperçus intéressants, nous avons encore beaucoup de questions. Nous sommes reconnaissants de la magnifique hospitalité et de la franchise avec lesquelles nous avons été reçus et nous espérons beaucoup d'une autre rencontre au printemps prochain.

(Traduction Horizons et débats)

### «Chemins d'espérance ...»

suite de la page 7

tions plus humaines. Pour Ziegler, l'espoir se trouve partout où les gens affirment avec insistance envers leurs gouvernements et les élites autoproclamées que les populations ne sont pas là pour qu'ils puissent créer des Etats et développer leurs excès tels les empires, mais que les choses doivent aller dans l'autre sens. Donc, les institutions, les Etats et les gouvernements dotés de la confiance de leurs citoyens sont les garants et responsables du bien-être de ceux-ci. Et cela tant à l'échelle locale et régionale que nationale et mondiale. Ziegler compte sur ce vecteur d'espoir – la «société civile planétaire» – et en principe on peut y adhérer. Sur quoi d'autre voulons-nous sinon compter?

\*\*\*

Ziegler est un marxiste avoué, aujourd'hui encore. Il l'est avec conviction et fierté. Pour lui, une ligne ininterrompue mène des débuts de l'ONU à l'effondrement de l'empire communiste et à la redistribution du monde sous domination capitaliste, en passant par la guerre froide, Cuba, la guerre du Vietnam, les interventions illégales des Etats-Unis dans son arrière-cour d'Amérique centrale et latine, le mouvement américain des droits civils, la révolte des jeunes, Sartre, l'indépendance des anciennes colonies ainsi que les soulèvements en Hongrie et en Tchécoslovaquie. L'adversaire principal est «classique», même s'il a mis de nouveaux masques : c'est l'épouvantail suprême du marxisme, le «capitalisme». Dans son livre, Ziegler présente bien l'Union soviétique d'alors comme un empire et lui reproche sa pensée impérialiste et donc certaines erreurs et crimes associés. Dans son argumentation, il manque cependant l'analyse critique des bases de la pensée qui régissait la classe dominante de l'empire soviétique – et quelles conclusions l'auteur en tire. La vision du monde de Ziegler,

qui place ses espoirs dans la raison et la formation d'une «société civile planétaire», est encore remplie d'ennemis et d'opposants. Des termes comme «nos ennemis», «nos adversaires» sont omniprésents dans son livre. On peut se demander, s'il est véritablement possible de se rapprocher, sur de telles bases, de l'aspiration des peuples du monde à la paix. Il est évident que celui qui veut attenter à mes jours ne peut être mon ami. Contre lui, je mobilise toutes mes forces d'autodéfense. Cependant, selon la pure logique, toute hostilité agressive crée de nouveaux combats (la lutte des classes était souvent une forme de guerre, souvent elle n'était ni dans ses intentions, ni dans sa forme, ni dans ses moyens de combat de la pure autodéfense). Le combat crée une nouvelle oppression et tout ce qui suit, mais guère une société civile planétaire. L'approche peu spectaculaire de la Suisse en matière de médiation dans les conflits (bons offices de la Suisse lors de conflits internationaux) peut être novatrice au-delà des frontières suisses, même pour des entités comme l'ONU. On peut se demander si sa réforme vers une force mondiale de police armée pour des «missions humanitaires» sur le modèle de la guerre en ex-Yougoslavie ou en Irak pourrait actuellement apporter la paix en Syrie. Face à la menace de guerre et aux guerres faisant déjà rage, il s'agit de promouvoir ce qui sert la paix. C'est ainsi qu'Henry Dunant prodigua les premiers soins sur le champ de bataille de Solferino aux soldats des deux camps. Cela fut le début de la création de la Croix-Rouge.

(Texte traduit de l'allemand par Horizons et débats)

Titre de l'édition originale française: Ziegler, Jean. «Chemins d'espérance. Ces combats gagnés, parfois perdus mais que nous remporterons ensemble». Paris (Ed. du Seuil) 2016. ISBN 978-2-021-28876-6

Titre de l'édition allemande: Ziegler, Jean. «Der schmale Grat der Hoffnung. Meine gewonnenen und verlorenen Kämpfe und die, die wir gemeinsam gewinnen werden». München (C. Bertelsmann Verlag) 2017. ISBN 978-3-570-10328-9.

<sup>1</sup> cf. Horizons et débats n° 20 du 5/9/18, p. 6